

arles!...

L'isolement de la Serbie

RIEN, décidément, ne semble devoir calmer l'appétit de la Serbie, faire obstacle à sa volonté de rassembler tous les Serbes dans un seul Etat, quitte à passer sur le corps des Croates, des Musulmans ou de quiconque chercherait à se mettre en travers de son chemin. Les sourires, pas plus que les menaces d'isolement, ne sont, jusqu'à présent, venus à bout de la détermination de Belgrade.

La CEE a pu vouloir « tenir compte de la réalité serbe » - selon les propres termes de M. Roland Dumas - et récompenser les signes de « coopération » qu'elle a cru noter en annonçant, le 6 avril, son intention de lever les sanctions économiques qu'elle avait prises à l'encontre de la plus grande des six Républiques ex-yougoslaves; les Américains ont eu beau donner de la voix. Rien n'y a fait: combats et massacres ont repris de plus belle en Bosnie-Herzégovine.

Le pouvoir serbe ne peut cependant plus ignorer que le temps de la « conquête » lui est désormais compté, ce qui le pousse visiblement à accélérer le rythme des opérations militaires, de façon à fixer au plus vite des nouvelles « frontières » et à mettre, une fois de plus, la communauté internationale devant le fait accompli. Il semble, toutefois, que la tâche de Belgrade sera plus ardue que par le passé. Depuis l'été dernier, le président Slobodan Milosevic n'a eu, face à lui, qu'une Europe dont la déunion a entraîné l'impuissance, permettant au président serbe de parvenir à ses fins en Croatie, qu'il a partiellement démantelées.

Aujourd'hui, un interlocuteur de poids est entré en lice: Washington. Après avoir, huit mois durant, observé la scène sans intervenir directement dans un conflit qu'il estimait relever de la seule sphère diplomatique européenne, les Etats-Unis se sont décidés à apparaître. Et ils l'ont fait sans ménagement. D'emblée, ils ont reconnu trois des quatre Républiques sécessionnistes - Slovaquie, Croatie et Bosnie-Herzégovine -, avant d'annoncer leur intention de mettre la Serbie au ban de la communauté internationale.

Ce faisant, le président Bush a déclenché, dans un premier temps, la tempête nationale dont est coutumière la Serbie, toujours prompte à se considérer comme une éternelle victime. Les médias locaux ont dénoncé « la propagande antisérbe », « le complot allemand » et la trahison des Alliés à l'égard de la Serbie. Les responsables politiques, eux, repoussant purement et simplement les accusations d'ingérence, n'hésitant pas à proclamer que Belgrade n'a jamais été un « fauteur de troubles » et rejetant la responsabilité de la guerre sur des « éléments incontrôlés ».

Mais jouer avec les passions nationalistes est toujours très délicat, surtout lorsque se profile à l'horizon un isolement qui ne pourra qu'aggraver le sort d'un peuple serbe sous pression depuis des mois. Bien qu'il n'ait pas encore eu trop à s'inquiéter d'une opposition désorientée et divisée, M. Milosevic aura sans doute du mal à justifier un surcroît d'épreuves; surtout à l'heure où se multiplient les défections au sein de l'armée serbo-fédérale.

Lire page 4 l'article de FLORENCE HARTMANN

M0146 - 0420 0 - 6.00 F



Situation tendue à Kaboul

Les intégristes pashtouns menacent la capitale afghane

Huit généraux et dignitaires de l'ex-PC afghan (Watan) ont mis sur pied un pouvoir provisoire après la chute de M. Najibullah. Ils ont annoncé vouloir défendre Kaboul - où des tirs sporadiques ont éclaté, samedi 18 avril, dans la matinée, entre différentes unités de l'armée - face aux fondamentalistes du Hezb-islami, dont le chef, M. Gulbuddin Hekmatyar,

a annoncé son retour en Afghanistan. Le Hezb, qui occupe des positions au sud, à l'ouest et au sud-est de la capitale, vient de recevoir l'appui d'une des factions pashtounes intégristes. Cependant, M. Abdul Wakil, qui était ministre des affaires étrangères du président déchu, a rencontré, vendredi 17 avril, le commandant tadjik Massoud.

La longue marche du commandant Massoud

par Jean-Pierre Clerc

Durant ces heures fiévreuses qui ont abouti à la chute de M. Najibullah, un homme est devenu le pivot de la situation afghane: Ahmed Shah Massoud. Commandant le plus prestigieux de la plus forte composante, désormais, de la résistance islamiste, le Jamiat, il est aussi le chef qui, à un moment crucial, a eu l'intuition de composer avec une personnalité-clé du régime abattu: Rashid Dostom, commandant pourtant honni des miliciens ouzbeks *jowzjanis*, longtemps bras armé de l'ancien président, avant de provoquer sa chute par leur rébellion.

Fondamentaliste, le commandant Massoud? Ses proches reconnaissent cette dimension du chef tadjik descendu de son nid d'aigle des montagnes de l'Hindou-Kouch pour fonder sur Kaboul, siège traditionnel du pouvoir central afghan! Pour-

quoi cependant ce quadragénaire, qui a mené sa première insurrection à l'âge de vingt-deux ans, puis tenu en échec l'Armée rouge avant de porter un coup fatal à un régime qui paraissait solide il y a trois mois encore, jouit-il d'une image d'islamiste modéré?

C'est sans doute qu'il a dû construire sa base d'appui face à des compatriotes afghans, par une négociation inlassable, excluant presque toujours la force. Tadjik, il ne disposait, au départ, d'aucune de ces solidarités tribales qui ont cours chez les Pashtouns, maîtres du pays depuis le milieu du dix-huitième siècle.

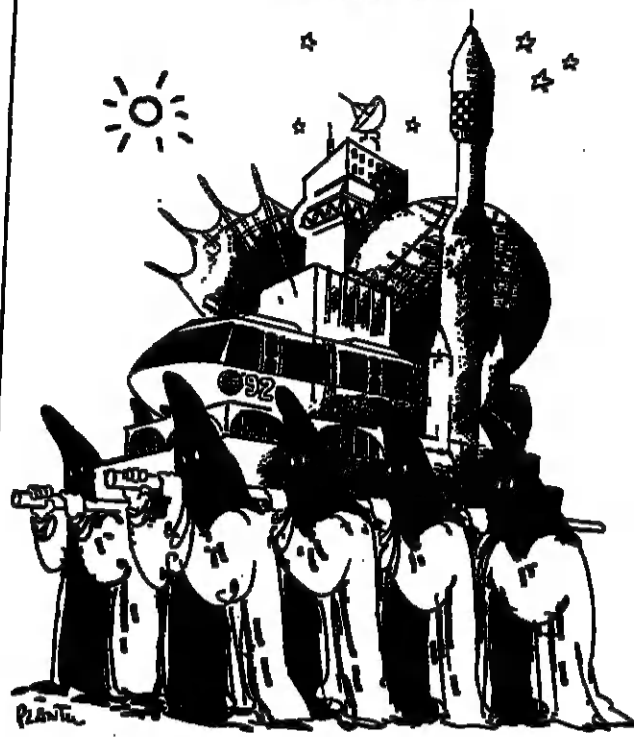
C'est militaire-né, d'autre part, est avant tout un politicien, persuadé que la guerre n'est qu'un moyen: s'il est de retour dans sa vallée pour y organiser la résistance, au printemps 1979, n'a-t-il pas su y organiser des structures civiles destinées à protéger les

populations ou à améliorer leur vie quotidienne?

Dans toutes les localités dont il s'est emparé depuis 1986, il a eu pour préoccupation d'assurer la sécurité des populations, ce qui lui a permis la rapide constitution d'une police distincte de ses combattants. Ce souci tranche sur les excès d'autres chefs moudjahidins. En homme, enfin, que sa jeunesse à Kaboul et sa fréquentation du lycée français *Al Istiqlal* de la capitale ont éveillé à la modernité, Ahmed Shah Massoud n'a jamais négligé non plus d'entretenir son image. Sa longue silhouette de guerrier pensif et barbu a été largement diffusée à l'occasion d'entretiens accordés à des journalistes « montés » le voir en ses repaires.

Lire la suite et nos informations page 3, ainsi que l'article de SERGE MARTY sur le plan de paix de PONU

L'ouverture de l'exposition universelle de Séville



HEURES LOCALES

Les régions d'Espagne acquièrent de nouvelles compétences

L'Exposition universelle de Séville, en soulignant le rôle de l'Andalousie, est l'occasion de se pencher sur la décentralisation à l'espagnole. Les régions d'Espagne, déjà largement autonomes, viennent en effet de se voir confier des compétences nouvelles.

Lire page 9 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD. Lire également, dans notre cahier « Radio-Télévision », l'article d'ANDRÉ LAURENS sur la télévision espagnole.

Le réalisme inouï de Pâques

L'âme est une notion païenne. Pour les chrétiens, la survie ne peut s'entendre que comme une résurrection des corps

par Paul Fabra

Ce qui suit - est-il besoin de le préciser? - n'est en aucune manière une tentative, même très lointaine, pour proposer une explication profane au plus invraisemblable des dogmes de la foi chrétienne: la résurrection des morts. Il ne s'agit donc pas de suggérer, fût-ce à titre d'hypothèse tenue comme hautement improbable, la possibilité d'établir une « passerelle » entre les théories scientifiques modernes, d'une part, et cet insondable mystère de la religion, de l'autre.

Une telle démarche ne pourrait être entreprise que par fraude.

Fraude vis-à-vis du travail des scientifiques. Ces derniers n'ont

pas à formuler d'hypothèse - encore moins de théorie! - à propos de questions qui ne se posent pas à eux et qu'ils n'ont pas à se poser en tant que scientifiques. Ils ne pourraient s'autoriser à le faire que si, par extraordinaire, la Résurrection du Christ, au troisième jour après sa mort, venait à être établie, par les méthodes de la recherche historique, comme un fait historique.

Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait concevoir des moyens d'investigation du passé allant jusqu'à la possibilité de la reconstitution. La résurrection ne pourrait se prouver que par une résurrection!

Lire la suite page 11

L'émergence du fait minoritaire

Le déclin des partis de gouvernement et le désert idéologique sonnent le glas de la règle majoritaire, pilier de la Ve République

par Alain Duhamel

Depuis sa fondation, la Ve République avait vécu en observant un principe clair et assumé: la règle majoritaire. Tel était l'objectif proclamé du mode de scrutin uninominal à deux tours choisi par le général de Gaulle; tel était le préalable évident de la réforme du Parlement voulue par Michel Debré; telle était la conséquence naturelle de l'élection du président de la République au suffrage universel direct adoptée en 1962.

Tout se ligait pour qu'un système organisé autour du triangle majorité présidentielle/majorité parlementaire/parti dominant s'impose et s'enracine. Ce fut, en Europe continentale, une dimension

de l'exception française. Ce n'est plus aujourd'hui le cas.

Le système majoritaire vacille, le fait minoritaire émerge. La société politique française se banalise et s'aligne sur les régimes voisins. Les toutes récentes élections régionales montrent qu'elle peut même se trouver menacée d'une dérive à l'italienne. Au moment où les Transalpins débattent de la nécessité de réformer leur système politique dans un sens majoritaire, les Français se trouvent exposés au syndrome minoritaire. Le moratoire électoral annoncé par Pierre Bérégovoy ne saurait l'exorciser à lui seul. Le mal est plus profond, les prochaines élections législatives risquent de le confirmer.

L'érosion du principe majoritaire ne date en effet pas de mars 1992. Elle a fait une première apparition spectaculaire dès 1986 avec la cohabitation, c'est-à-dire le compromis entre deux majorités contradictoires, la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Elle s'est accentuée avec la naissance en 1988 de la majorité relative, c'est-à-dire d'une majorité parlementaire négative contrastant avec la majorité présidentielle positive. Elle s'est épanouie avec les élections locales de 1992, c'est-à-dire le naufrage du parti dominant et une formation présidentielle - le PS - réduite à un noyau exigu.

Lire la suite page 6

L'affaire

Paul Touvier

Le droit de critique des décisions de justice.

Lire l'article de MAURICE PEYROT page 8

L'avenir du Québec

Un entretien avec le premier ministre, M. Bourassa.

page 5

Lois des capitales

Corleone au pays de la « pax mafiosa ».

page 4

Le sommaire complet se trouve page 18

YVES BERGER

L'attrapeur d'ombres

"Une prose de haut vol". Michel Braudeau, *Le Monde*

Grasset

M. Jean-Louis Borloo au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Borloo, maire de Valenciennes, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 19 avril, à 18 h 30.

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matières premières. ■ Marché international des capitaux.

page 17

ÉTRANGER

AFGHANISTAN : tandis que Kaboul négocie avec le commandant Massoud

La capitale s'organise pour repousser les fondamentalistes du Hezb

On a prié pour la paix et pour du pain, vendredi 17 avril, dans les mosquées de Kaboul, tandis que, vers le sud de la ville, on entendait l'artillerie lourde gouvernementale tirer contre des positions des fondamentalistes du Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, nous indique notre envoyé spécial Bruno Philip. En même temps, les dirigeants en place à Kaboul poursuivent leurs négociations avec le commandant Massoud.

Le ministre des affaires étrangères de l'ex-président Najibullah, M. Abdul Wakil, qui parle avec l'apparente autorité d'un « homme fort », s'est rendu vendredi en hélicoptère à Charikar, à 70 kilomètres au nord de la capitale. Il y a rencontré le commandant tadjik Ahmed Shah Massoud, dont la dernière offensive avait donné l'ascendant au chef de l'Etat mis en place en 1986 par l'URSS.

Aucune indication n'a été fournie sur la teneur de l'entretien. Tout suggère, cependant, que les hommes de l'ancien régime, qui semblent avoir soudainement recomposé leur pouvoir, souhaitent s'entendre avec le « lion du Panshir » pour contre un investissement de Kaboul par les intégristes. De Peshawar, M. Hekmatyar a en effet menacé de déchaîner ses forces contre la capitale si l'armée de l'ancien régime communiste ne se rend pas sans condition.

Les groupes avant-coureurs du Hezb seraient à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale. Ceux du commandant Massoud sont déjà entrés à Kaboul, a indiqué au Monde le représentant pour l'Europe du parti Jamiat, M. Daoud Mir. Ils sont harcelés par de petits commandos du Hezb, présents entre la grande base aérienne de Bagram, qu'ils assurent toujours tenir entre leurs mains, et Charikar, qui était une de leurs principales positions en Afghanistan avant que les Tadjiks du commandant Massoud ne s'en emparent.

Pour l'instant, cependant, les opérations militaires se concentrent

dans les provinces. Le Hezb a affirmé vendredi avoir pris Herat, et déclaré que ses commandants avaient pris dans la grande mosquée de la ville. Mais le Jamiat-Islami, le parti du commandant Massoud, dont les positions autour de la grande ville persophone de l'Ouest sont les plus fortes depuis le début de la guerre en 1979, n'a pas confirmé. Il a annoncé, de son côté, avoir progressé en direction de cette cité, où des milices gouvernementales, très indisciplinées, tenaient

naguère le haut du pavé. Comme dans le cas de Mazar-i-Sharif en mars, ce sont probablement des négociations entre anciens ennemis communistes et islamistes qui décideront du sort de la ville.

« Jusqu'à la dernière cartouche »

A Kaboul, cependant, un conseil de huit personnalités modérées – des Pashtouns et des Tadjiks, quatre généraux et quatre civils anciens

vice-présidents du front élargi ex-communiste Watan – semble en charge des affaires, nous indique notre envoyé spécial. Le général Nabi Azimi, commandant de la garnison de Kaboul et vice-ministre de la défense, paraît avoir la prééminence du point de vue militaire. Parmi les civils, outre M. Abdul Wakil, on note la présence de M. Farid Wardak, un jeune Tadjik longtemps chef des jeunesses du parti unique, et qui était devenu la principale figure des opposants

« démocrates » à M. Najibullah dans les derniers mois de son pouvoir.

Ce Conseil a promis de défendre Kaboul « jusqu'à la dernière cartouche » face aux intégristes, tout en multipliant les références aux « frères moudjahidins » – en une tentative évidente d'attirer les islamistes modérés du Jamiat. Il confirme, par ailleurs, son intention de remettre au plus tôt ses pouvoirs au « Conseil » que les Nations unies continuent de vouloir mettre sur pied. Sans doute à Kaboul s'efforce-t-on d'obtenir du commandant Massoud qu'il tempère son hostilité à la formule rendue publique le 10 avril par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

M. Benon Sevan, le médiateur de l'ONU, se trouve toujours à Kaboul, d'où il a promis de ne repartir qu'après l'installation d'un conseil intérimaire. Il s'efforce, par ailleurs, d'obtenir des autorités un sauf-conduit pour faire sortir du pays M. Najibullah, à qui des promesses ont sans doute été faites lorsqu'il s'était agi d'obtenir de lui, le 18 mars, qu'il ne s'accrocherait plus au pouvoir. Officiellement, nul ne sait où se trouve l'ancien président (lire ci-dessous l'article de Serge Marti). Mais le fait que l'ONU admette être en contact avec lui suggère fortement qu'il se trouve dans l'un des bâtiments de l'organisation internationale dans la capitale. Les autorités de Kaboul souhaitent vivement se le voir remettre. Tous les moudjahidins, y compris le commandant Massoud, estiment que sa mise en jugement conditionne l'avenir.

En dépit de la tension, Kaboul, où patrouillent des soldats lourdement

armés, demeure calme, indique Bruno Philip. A l'aéroport, pièce cruciale du dispositif de défense, des gendarmes (sarandis) côtoient de très jeunes Ouzbeks du chef milicien Rashid Dostom, qui ont joué un rôle déterminant dans les événements depuis la fin de janvier. Ils ont atterri à Kaboul le 15 avril en provenance de Mazar-i-Sharif, scellant le sort de M. Najibullah. Ce sont eux qui ont empêché la fuite de l'ex-président, dans la nuit du 15 au 16 avril, alors que celui-ci était venu à l'aéroport dans un minibus, espérant monter à bord d'un avion de l'ONU.

L'avant-veille, M. Najibullah aurait tenté de faire alliance avec M. Hekmatyar, Pashtoun comme lui, nous indique notre envoyé spécial, qui ajoute : « Un événement historique s'est produit. Pour la première fois, les Pashtouns, qui forment l'ethnie la plus importante de l'Afghanistan, ne sont plus les seuls maîtres du jeu. »

Reste à savoir si on n'assistera pas à une répétition des événements de 1929 : cette année-là, un rebelle tadjik, Bacha-o-Sagao, avait renversé le roi pashtoun Amanullah, et s'était emparé de Kaboul, où il était fait couronner. Neuf mois plus tard, il était chassé par une coalition de Pashtouns, sous la direction du prince Nader, père du futur roi Zahir Shah, en exil à Rome et toujours considéré comme un prétendant possible par les monarchistes.

J.-P. C.

Le plan de règlement politique de l'ONU est très compromis

Les événements de Kaboul ont gravement compromis le plan de règlement politique de la crise en Afghanistan que le représentant spécial du secrétaire général, M. Benon Sevan, s'efforçait de mettre en place depuis des mois.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Dans les couloirs de l'ONU, on craint évidemment que l'offensive de rebelles afghans vers la capitale ne compromette la création d'un « conseil prétransitoire » de quinze personnalités afghanes (« impartiales », première étape de ce plan, dont M. Boutros Boutros-Chali avait annoncé l'entrée en fonction « immédiate » le 10 avril à Genève.

Dans un premier temps, le Conseil de sécurité s'est efforcé d'appuyer les efforts déployés par le secrétaire général et par un représentant sur place en préconisant une « solution politique » susceptible de sauvegarder « l'unité et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan ». Que les Etats-Unis et la Russie aient été à l'origine de cette tentative n'est pas de la forte implication de ces deux pays dans un processus dont on craint à présent qu'il échappe à tout

contrôle. De son côté, la Chine a fait ajouter une mention appelant les Afghans à assurer la sécurité non seulement du personnel de l'ONU et du personnel diplomatique sur place, mais également de tous les étrangers. Enfin, l'Inde a tenu à glisser un autre amendement prévoyant que les nouvelles autorités devront s'engager à laisser partir tous ceux qui le souhaitent – une formule visant l'ex-président Najibullah dont Delhi avait selon toute apparence accepté l'hébergement en Inde où se trouvent déjà sa femme et ses trois filles.

Le travail de sappe de certaines factions

Des sources de l'ONU indiquent que M. Najibullah, ayant décidé de quitter le pouvoir et son pays, s'était rendu à l'aéroport de Kaboul en compagnie de M. Sevan, avant d'être intercepté par des éléments armés qui lui ont interdit de quitter le territoire. Mais nul n'était en mesure de confirmer officiellement, le 17 avril dans la soirée, si, comme tout l'indiquait à Kaboul, l'ex-président avait trouvé refuge dans les bureaux de l'ONU de la capitale afghane d'où M. Sevan, toujours présent sur place, s'efforçait de lui obtenir un sauf-conduit. « La situation est d'autant plus compliquée », estimait un diplomate occidental,

qu'aux affrontements inter-afghans s'ajoute le travail de sappe du plan onusien entrepris par certaines factions de pays voisins. C'est notamment le cas au Pakistan, alors que Islamabad, tout comme l'Iran, soutient le plan.

Ce plan, rappelle-t-on, prévoit, après la constitution d'un « conseil de prétransition » acceptable par toutes les parties et auquel M. Najibullah devrait, dans l'idéal, remettre ses pouvoirs, l'organisation d'une conférence entre Afghans, organisée par l'ONU à Genève, Vienne, ou toute ville plus proche de l'Afghanistan si les événements devaient se précipiter. Cette réunion devrait aboutir à la formation d'un gouvernement intérimaire chargé d'organiser des élections. L'administration Bush, pour sa part, a invité toutes les parties à s'entendre pour appliquer le plan. Selon M. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, la principale préoccupation de Washington est d'éviter que « la confusion » actuelle ne débouche « sur des explosions de violence et des effusions de sang ». M. Tutwiler a précisé que les Etats-Unis souhaitent « une auto-détermination du peuple afghan, la paix avec ses voisins, et le retour des cinq millions de réfugiés qui ont dû quitter le pays ».

SERGE MARTI

La longue marche du « Lion du Panshir »

Suite de la première page

Ahmed Shah Massoud n'est pas un fils de paysan illettré, à l'instar de centaines de petits commandants qui ont été l'âme de la résistance. Son père était colonel sous le roi Zahir Shah. Son porte-parole en Europe, M. Daoud Mir, ne nie pas que « le goût de la chasse militaire lui est ainsi venu très jeune ». Et aussi un certain amour du commandement ! De son père, il a recueilli aussi l'amour des cartes, qui lui servira à monter ses opérations, défensives puis offensives, et un goût pour la science, qui le fera s'inscrire à la faculté polytechnique de Kaboul – expérience interrompue en raison de son engagement politique.

En ce tournant des années 60-70, la vie publique est très animée à Kaboul, dans la foulée de la proclamation, en 1964, de la première Constitution démocratique de l'Afghanistan. Les étudiants se partagent entre deux pôles extrêmes : le mouvement islamiste, qu'anime un jeune professeur de théologie, M. Borhanuddin Rabbani, et le Parti démocratique du peuple (PDPA), communiste. A la faculté polytechnique, officient des professeurs venus d'URSS, qui ont fait de la coopération un discret moyen de surveillance de ce voisin considéré comme crucial. La serait née la méfiance envers le soviétisme de cet Afghan viscéralement indépendant.

La répression du soulèvement de 1975

Et sa passion de l'islam comme politique ? Sans doute de la conviction que, dans un pays aussi éclaté entre ethnies, le seul ciment ne peut être que la religion de l'immense majorité de sa population. Lorsque viendront les temps difficiles, face à un ennemi soviétique terrifiant, le Coran sera, plus encore, l'arme spirituelle qui donne au combattant des raisons d'espérer contre toute raison.

En 1975, les jeunes islamistes sont très préoccupés. Le prince Daoud, gendre et cousin du roi qu'il a déposé deux ans plus tôt, donne tous les signes d'être « tenu » par le groupe d'officiers

formés en URSS qui l'ont porté au pouvoir et « poussent » des civils sympathisants du PDPA. Ahmed Shah Massoud a été chargé par le Jamiat-Islami de faire prendre conscience à de jeunes officiers du danger communiste. Qui succédera à son mentor Habib-ur-Rahman, tué par la police de Daoud ? M. Gulbuddin Hekmatyar, son frère de quelques années, déjà militant islamiste forcené, qui s'était illustré dans les années 60 en violant une étudiante qui avait eu l'audace d'être son voilé !

Le Jamiat décide un soulèvement contre Daoud pour la mi-juillet 1975. Ahmed Shah Massoud commandera celui du Panshir. M. Hekmatyar celui du Farkh. A la dernière minute, le mouvement annule cette action. Le commandant Massoud a toujours soutenu que M. Hekmatyar avait négocié de lui transmettre ce contordre, de sorte que le Panshir est presque la seule région à s'enflammer, avec pour conséquence une terrible répression.

Chef de guerre et fédérateur

Le jeune Tadjik s'enfuit au Pakistan. Il trouve là beaucoup d'islamistes afghans, mais observe que les services spéciaux d'Islamabad sont noués par des Pathans qui n'ont d'yeux, et d'argent, que pour leur cousin pachoun Hekmatyar.

Afin de se concilier ses propres islamistes, le premier ministre Ali Bhutto, quoique d'esprit plutôt laïc, a pris parti pour le plus intègre des Afghans, un choix que poursuivra le général Zia. Ces épisodes contribueront à l'hostilité véhémente du Tadjik envers celui qui est devenu le chef du Hezb-i-Islami une donnée capitale de la situation actuelle.

Après le coup d'Etat du PDPA, le 27 avril 1978, Ahmed Shah Massoud rentre en Afghanistan. Il gagne la première vallée qui s'enflamme contre les communistes : la Kunar, quasiment à la frontière du Pakistan. Au printemps suivant, il est chez lui, soulevant, une nouvelle fois, le Panshir. C'est là que le trouve l'invasion soviétique.

D'être tout proche de l'axe vital qu'est la route Kaboul-URSS, via le tunnel du Salang, le désigne comme cible majeure.

Pas moins de six offensives seront menées du printemps 1980 à l'automne 1983. Pour avoir organisé la population de son « pays » dès 1979, il échoit un cruel massacre des Tadjiks du Panshir vers le Pakistan. Les villageois gagnent les vallées adjacentes le temps de l'orage de feu, puis rentrent reconstruire leur maison en pisé. Les moudjahidins eux aussi pratiquent l'esquive, puis reviennent.

Le commandant Massoud a très vite entrepris de construire une petite armée de permanents, préoccupation que nul ou presque ne partage dans ce pays où chacun limite ses horizons à une vallée, un village. A la fin de 1983, les Soviétiques lui proposent une trêve, espérant museler ce combattant irritant. Le commandant la respecte, s'attirant bien des critiques d'autres moudjahidins ; mais il se transporte dans la province voisine du Badakhshan, qu'il commence à organiser selon les mêmes principes. Avec quatre autres commandants du Jamiat, il fonde la Shura-i-Nazar, ou Conseil de supervision, qui a pour vocation, tout à fait démesurée à l'époque, de fédérer les combattants de tout le Nord.

En 1984, l'URSS rompt la trêve et lance une septième offensive sur le Panshir, avec, cette fois, larges de commandos hélicoptères sur les hauteurs de vallée, afin de bloquer toute fuite. Ses pertes sont fortes, mais celles de l'Armée rouge aussi. Ce sera la dernière opération d'envergure contre celui que ses compatriotes surnomment désormais le « Lion du Panshir ».

Le reste est mieux connu : les prises de localités de plus en plus peuplées, les combats victorieux de l'été 1991, qui font de lui, une nouvelle fois, un interlocuteur de ce qui reste de l'URSS (il contrôle désormais la frontière du Tadjikistan) ; la décision de s'allier à l'ennemi numéro un des moudjahidins, Rashid Dostom, pour entrer dans Mazar-i-Sharif le 18 mars. Et la descente fulgurante sur Kaboul, dès le lendemain de l'annonce, par le secrétaire général de l'ONU, de l'installation prochaine d'une administration intérimaire, qui n'a pas son approbation.

JEAN-PIERRE CLERC

La Malaisie envisage d'acheter des Mig-29 à la CEI

Le gouvernement malaisien envisage d'acheter des avions de combat Mig-29 à la CEI. Kuala Lumpur, qui a décidé de se doter de chasseurs – entre vingt-quatre et trente – hésite actuellement entre les Mig-29, le Mirage 2000 et le Rafale français, et les F-16 et F-18 américains. Selon des sources militaires malaisiennes citées par le correspondant de l'International Herald Tribune, Michael Richardson, le prix offert par Moscou serait « beaucoup plus bas » que celui des avions occidentaux, et la CEI accepterait d'être en partie payée en nature, en l'occurrence en huile de palme.

D'après le représentant d'une société aéronautique américaine, l'offre de la CEI serait le « fer de lance d'une campagne pour exporter des avions de chasse à des prix cassés », à un prix inférieur sans doute du tiers ou de moitié à celui proposé par la concurrence. Si la Malaisie se dotait de Mig-29, d'autres pays du tiers-monde d'Amérique latine ou au Proche-Orient pourraient être tentés de faire de même. Néanmoins, certains experts estiment que Kuala Lumpur utiliserait l'offre de la CEI pour obtenir des Américains ou des Français des conditions plus favorables.

EN BREF

■ MADAGASCAR : nouvelles violences politiques. – Selon le quotidien Madagascar Tribune, trois personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées, mardi 14 et mercredi 15 avril, à Antsiranana (ex Diego-Suarez), à la pointe nord de la « Grande Ile », dans des affrontements entre partisans du président Didier Ratsiraka et ceux de M. Albert Zafy, président de la Haute Autorité de l'Etat (HAE) pour la transition vers une III^e République. Ces nouveaux incidents – des heurts semblables avaient déjà eu lieu le 11 mars dans la même ville – se sont produits alors que les Malgaches sont toujours dans l'attente des résolutions du Forum national, dont les travaux ont porté sur la rédaction d'une nouvelle Constitution et la révision du code électoral. – (AFP.)

«...Rien n'empêchera que Tazmamart reste comme une tache indélébile sur le burnous royal»

Jacques de Barrin, Le Monde

TAZMAMART
UNE PRISON DE LA MORT
AU MAROC
CHRISTINE DAURE-SERFATY

210 p.
98 F

au V^{il} STOCK

« Un récit précis, sobre et implacable... »
Stephen Smith, Liberation

« La descente dans l'enfer de Tazmamart commence avec cette écriture blanche, qui va resituer en deux cents pages l'horreur au quotidien. »
Michèle Fay, La Quinzaine Littéraire

au V^{il} STOCK

EUROPE

Malgré médiations et menaces

Les combats se poursuivent en Bosnie-Herzégovine

La mission de l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, visant à ramener la paix en Bosnie-Herzégovine, de même que les menaces de Washington et de la CSCE contre la Serbie et l'armée serbo-fédérale (le Monde du 18 avril) sont restées sans effet. Les affrontements de plus en plus violents, engageant fréquemment l'artillerie lourde, se sont poursuivis en Bosnie-Herzégovine. L'ancien secrétaire d'Etat américain, d'ailleurs, fait part de son pessimisme, soulignant que la situation était critique.

BELGRADE

de notre correspondante

La ville de Foca - à majorité musulmane - située dans la vallée de la Drina, non loin de la Serbie, a été prise, vendredi 17 avril, par les milices serbes à l'issue de plusieurs jours de combats qui ont gravement touché le centre historique de cette cité.

A moins de cinquante kilomètres au nord-est, les Serbes et les musulmans de Cajinac (53 % de Serbes et 45 % de musulmans) ont décidé d'échapper au conflit en signant un accord définissant la commune comme appartenant à la « République serbe de Bosnie-Herzégovine ». Cette « République serbe », proclamée en janvier dernier, a fait sécession à la suite de la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine à laquelle s'oppose la communauté serbe.

La ville de Zvornik, située plus au nord, sur la Drina, a subi le même sort. Après avoir été « libérée » par les milices serbes et les volontaires venus de Serbie, elle a été rattachée vendredi à la « République serbe de Bosnie-Herzégovine ». Zvornik était, avant le conflit, peuplée par 59 % de musulmans et 38 % de Serbes. Alors que les unités de l'armée serbo-fédérale venues de Serbie restent déployées dans la ville de Višegrad, à cent kilomètres au nord de Foca, la vallée de la Drina et une grande partie de l'est de la République sont désormais sous le contrôle serbe.

Dans le Nord, à la frontière avec

la Croatie, les combats opposent les forces croates - appuyées par les milices serbes - et les milices serbes - soutenues par l'armée yougoslave - ont redoublé d'intensité à Bosanski Brod et se sont étendus à Derвента ainsi qu'à Bosanski Samac, où le pont qui sépare cette ville bosniaque de la Croatie a été fermé vendredi.

Massacres de civils musulmans et croates

Derвента, pour sa part, est encadrée par l'armée fédérale et les milices serbes; le centre a été bombardé par des lance-roquettes multiples. Tandis que l'armée fédérale affirme que les forces régulières de Croatie se battent depuis plusieurs semaines dans cette partie de la Bosnie, les autorités bosniaques ont signalé vendredi l'arrivée de 450 chars et blindés fédéraux dans la région.

L'un des responsables de la défense territoriale de Bosnie-Herzégovine, le colonel Vehbijs Karic, qui a quitté il y a quelques jours les rangs de l'armée yougoslave, a confirmé vendredi soir que plus de trente personnes avaient été massacrées dans la nuit de jeudi à vendredi au cours d'une attaque des milices serbes contre les villages de Donje-Kolibe et Gornje-Kolibe, près de Bosanski-Brod. Selon les premières informations, qui font état des noms d'une dizaine de victimes, il s'agit principalement de civils musulmans et croates.

Par ailleurs, l'armée fédérale a annoncé vendredi qu'elle avait repoussé en Herzégovine (ouest de la République, à proximité de la frontière croate) les forces croates et qu'elle contrôlait désormais une partie du district de Neum. La région de Neum, qui coupe la Croatie en

deux et procure à la Bosnie-Herzégovine quelques kilomètres de la côte adriatique, est peuplée par une très forte majorité de Croates (88 %); elle est toutefois revendiquée par les Serbes.

La situation reste, d'autre part, très tendue à Sarajevo, où les affrontements à l'artillerie lourde se poursuivent désormais chaque nuit. Pendant les accalmies, les habitants tentent de se procurer des produits de première nécessité. Mais la pénurie de produits alimentaires annonce déjà une véritable famine. Selon la radio de Sarajevo, la ville est encadrée par l'armée fédérale et les milices serbes; elle reste, en outre, exposée à la menace du leader serbe local, M. Radovan Karadzic, qui a assuré qu'il ne lui faudrait que « cinq heures pour prendre la ville ».

FLORENCE HARTMANN

GRÈCE

Le gouvernement conservateur obtient la confiance du Parlement

Le gouvernement conservateur grec de M. Konstantinos Mitsotakis a obtenu, dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 avril, la confiance du Parlement, par 152 voix contre 22 sur 174 votants, les 121 députés socialistes du PASOK n'ayant pas pris part au vote. L'ensemble de la majorité a voté la confiance, tandis que les députés de la Coalition de Gauche et du Parti communiste présents ainsi que la députée écologiste ont voté contre.

M. Mitsotakis avait annoncé, lundi, sa décision de demander la confiance du Parlement à la suite du limogeage de son ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, accusé d'avoir des positions trop tranchées en ce qui concerne la reconnaissance de la république ex-yougoslave de Macédoine.

Le premier ministre a voulu également obtenir la confiance des parlementaires après deux ans d'exercice du pouvoir, à mi-chemin

de la législature. Un rapport de la Commission européenne, rendu public jeudi et amplement cité par la gauche au cours des débats, souligne que le plan de stabilisation économique adopté au début de 1991 par les conservateurs a « échoué » et que les perspectives économiques sont mauvaises. M. Mitsotakis a défendu la politique d'austérité qu'il a imposée depuis deux ans - « la seule politique possible » selon lui - et qui a permis, a-t-il souligné, d'obtenir de bons résultats pour réduire l'inflation et le déficit de la balance des paiements.

Le chef du gouvernement, qui a désormais la charge de la diplomatie hellénique, a, par ailleurs, souligné qu'il « n'était en aucun cas question qu'il recule dans la bataille » menée par les Grecs sur la question du nom de la République ex-yougoslave de Macédoine.

Le leader socialiste, M. Andreas Papandréou, et les députés du PASOK ont quitté jeudi la salle en signe de protestation contre la condamnation à de lourdes peines

de prison de sept anciens responsables socialistes d'entreprises publiques, accusés d'avoir déposé les fonds de leurs sociétés à la banque dirigée par Georges Koskotas, auteur d'un vaste scandale politico-financier. M. Papandréou avait, pour sa part, été innocenté en mars dernier par une cour spéciale pour ses responsabilités politiques dans le scandale. - (AFP)

M. Léonidas Kouris, nouveau maire d'Athènes. - M. Léonidas Kouris a été élu, jeudi 16 avril, maire d'Athènes à la place de M. Antonis Tritsis, décédé la semaine dernière (le Monde du 9 avril). M. Kouris, quarante-trois ans, ingénieur, était, depuis 1987, adjoint au maire, chargé des services techniques, administratifs et économiques de la ville. Il est membre fondateur de l'Union des ingénieurs de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur au pouvoir. - (AFP)

LOIN DES CAPITALES

Corleone, au pays de la « pax mafiosa »

CORLEONE

de notre envoyée spéciale

C'ÉTAIT avant les récentes élections. Il pleuvait sur Corleone, des ruisseaux boueux dévalaient les ruelles à flanc de colline où des draps s'obstinaient à vouloir sécher. Empêtrés dans sa cape, un berger louché sur une mule menaçait pour faire avancer ses chèvres. Pas facile, la grosse Alfa Romeo blindée bouchait presque la rue. Des couleurs d'affiches retardataires s'enfuyaient comme un vol d'étoiles, sur le mur un des slogans de la Rete, le parti anti-Mafia, proclamait : « Carabiniere si può », le changement est possible.

Comme si Corleone n'avait pas déjà changé depuis le temps où, respectueux, les policiers étaient venus arrêter Don Luciano Leggio, dit « le mouren rouge de Corleone ». Le parrain, disparu officiellement depuis vingt-cinq ans, lisait tranquillement du Tolstoj dans une maison proche du commissariat. Quand il sortait, les gens lui disaient comme aux seigneurs d'autrefois : « Buon giorno il manu a vossia », « Nous vous saluons les mains ». Mais d'habitude il y a dix-huit ans, presque une vie.

Entre-temps les fratri, les « petits frères » corléonais, ont remporté « la grande guerre » entre clans, dans les années 80. Depuis, le baron historique de l'une des plus sauvages branches du crime organisé joue les bourgeois endormies. L'été, dans le cadre d'un jumelage avec la France, les enfants des écoles vont à Saint-Cloud, l'hiver ils organisent des expositions contre la Mafia, avec de très beaux dessins. Au-dessus des comptoirs de café, veille la madonna dans son médaillon, et, plus généralement, les 12 000 habitants qui ne sont pas encore allés s'installer à New York ou à Palerme, honorent San Leoluca, le patron de la ville, et votent démocrate-chrétien, parce qu'à Corleone les choses se font comme ça.

Une « famille » là encore, mais « politique » celle-là, bien que très diabolique, pulque bien avant ceux de Rome qui, pour se faire pour ou se ressasser, parlent de faire un gouvernement fourre-tout - le « governissimo » - avec un sarapont pour chaque secteur de la cathédre démocratique, Corleone a réuni une junte

composite : DC ; PSI ; PDS, etc... Mais les scènes de ménage abondent.

On verra après le 6 avril : les partis peuvent faire le paix, les capi - les chefs - l'ont bien fait. Certains sont encore en cavale, comme Bernardo Provenzano ou Totò Riina; d'autres, dans Corleone transformée en résidence secondaire, règne la pax mafiosa : « Ici il y a peu de drogues, aucune extorsion, presque pas de criminalité », explique sous un portrait de Nelson Mandela, Dino Paternostro, le conseiller municipal PDS qui anime aussi la section archéologique pour montrer que même ici une vie « normale » est possible, et que la ville a assez souffert de son image de marque hollywoodienne.

« La Mafia existe, bien sûr, il faut faire avec, mais ce n'est plus la même. Avant, elle avait



un certain prestige, aujourd'hui on la craint, mais on ne la respecte pas. Tout au plus fait-elle dire trois ou quatre conseillers... » Et d'énumérer les martyrs tombés sous ses coups, depuis le mytique maire de la ville, Bernardino Verro, un socialiste abattu en 1915, car son idée de coopératives faisait peur à trop d'ombres à la coupole.

Au restaurant du Leone d'Oro, le patron étire respectueusement l'ancien maître en

TURQUIE : la lutte contre le terrorisme

L'armée a intensifié son offensive contre les extrémistes kurdes et d'extrême gauche

Les violences ont redoublé en Turquie depuis jeudi 16 avril, leur bilan s'établissant à cinquante et une victimes.

ISTANBUL

de notre correspondant

Dans la province de Mardin, au sud-est du pays, trente combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement extrémiste kurde, et un soldat ont été tués au cours d'une opération de sauvetage lancée par les forces armées pour libérer un adjudant enlevé par les rebelles. Le corps de l'adjudant a été retrouvé portant apparemment des marques de torture. Cinq combattants du PKK et quatre soldats ont également trouvé la mort lors de deux autres incidents dans les provinces de Diyarbakir et Elazig.

A Istanbul, onze personnes dont six femmes, suspectées d'être membres du mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol, ont été abattues vendredi et six autres ont été capturées au cours d'une série de raids nocturnes effectués par la police. Parmi les militants tués se trouvait Sinan Kulul, un des dirigeants du groupe qui s'était évadé de prison en 1991. Les autres militants, porteurs de faux papiers d'identité, n'ont pas encore été identifiés, mais, selon le gouverneur d'Istanbul, M. Hayri Kozakcioglu, une des femmes qui a trouvé la mort au cours de l'opération était probablement l'épouse de Dursun Karatas, le leader du mouvement.

Une guerre sans merci

Les quinze premières minutes du journal télévisé de la chaîne nationale ont été consacrées vendredi à la mise en scène macabre qui suit régulièrement les affrontements entre les forces gouvernementales et leurs opposants. Les cadavres, soigneusement alignés, ont été exhibés devant les caméras, entourés de leurs armes et de leurs munitions.

Les rafles à Istanbul ont duré de minuit à 5 heures du matin. Lors d'une conférence de presse, le gouverneur a déclaré que plusieurs appartements, situés dans des quartiers luxueux sur la rive asiatique d'Istanbul, avaient été transformés en forteresses aux portes blindées, abri-

tant chacun un groupe de deux ou trois militants.

Des armes et des explosifs ont été saisis, ainsi que trois téléphones mobiles, un téléviseur et des sommes importantes en devises et en livres turques probablement obtenues lors de hold-up dans des banques et des boutiques.

Le mouvement Dev-Sol a revendiqué les assassinats de plusieurs dizaines de personnes au cours des deux dernières années. Dev-Sol s'était également attaqué à plusieurs reprises aux intérêts étrangers pendant et après la crise du Golfe, tuant deux Américains et un Anglais.

Ce groupe d'extrême gauche, né durant la période trouble des années 70, s'était mis temporairement en sommeil après le coup d'Etat de 1980 et l'arrestation de nombreux de ses militants. Il avait repris ses activités de plus belle à la fin des années 80.

La police turque mène depuis longtemps une guerre sans merci contre le mouvement, implanté surtout dans les milieux étudiants et les quartiers pauvres d'Istanbul. En juillet dernier, à quelques jours de la visite du président américain George Bush, les forces de sécurité avaient abattu douze militants lors de rafles à Istanbul et Ankara. L'arrestation de plusieurs autres membres du groupe s'aurait cependant peu réduit les activités de ce mouvement très bien organisé, au « professionnalisme » redoutable.

Malgré leurs divergences idéologiques et l'absence d'une cause commune, Dev-Sol avait formé une alliance logistique avec le PKK, qui lui avait prêté une partie de son camp d'entraînement dans la vallée de la Bekaa. Mais de récentes rumeurs ont fait état de différends entre les deux groupes, et les militants de Dev-Sol auraient été forcés par les autorités syriennes de quitter la Bekaa à l'approche de la visite à Damas du ministre de l'Intérieur turc, M. Ismet Seğin.

A l'issue de leurs entretiens avec M. Seğin, les autorités syriennes ont d'ailleurs signé, vendredi, un protocole de coopération antiterroriste, dont les termes demeurent cependant très vagues. Il porterait, selon des informations de sources diplomatiques à Beyrouth, sur un accord concernant la fermeture du camp d'entraînement du PKK au Liban.

NICOLE POPE

RUSSIE

Les députés ont adopté un compromis sur le nom de la Fédération

Revenant sur leur vote de la veille, les députés russes ont finalement adopté, vendredi 17 avril, la proposition de compromis soutenue par le président Boris Eltsine sur le nom de leur pays, qui s'appellerait donc officiellement « Fédération de Russie, Russie » (nos dernières éditions du 18 avril).

La veille, le Congrès des députés avait voté massivement pour la dénomination pré-révolutionnaire et impériale de « Russie ». Mais ce

vote avait soulevé de vives protestations des représentants des minorités nationales qui composent la Fédération de Russie, et le vice-président du Parlement, M. Iouri Iarov, a insisté pour que les députés réexaminent la question. Après une heure de suspension de séance, le compromis, présenté cette fois avec le soutien des chefs de file du Parlement, a été adopté par 759 voix contre 77 et 30 abstentions. - (Reuters, AFP)

ROUMANIE

Manifestation pour la présence d'observateurs aux élections

BUCAREST

de notre correspondant

Plusieurs milliers d'opposants ont manifesté, vendredi 17 avril à Bucarest, devant le Sénat, pour protester contre une décision de cette assemblée qui a refusé la présence d'observateurs nationaux lors des prochaines élections générales.

Lors de ce meeting, les leaders de la Convention démocratique (opposition unitaire) ont dénoncé le vote « antidémocratique » des sénateurs qui avaient récemment rejeté, lors de l'examen de la nouvelle loi électorale, un amendement de l'opposition prévoyant la présence d'observateurs roumains aux

futures élections, dont la date n'est pas encore fixée.

La loi électorale doit être prochainement examinée par la Chambre des députés, qui pourrait l'amender dans un sens contraire. Après le succès de la Convention démocratique aux élections locales de février, le Front de salut national (au pouvoir) avait dénoncé le rôle « tendancieux, selon lui - des observateurs lors du scrutin. Le président Ion Iliescu a répété cette semaine ces critiques, ajoutant que, « lors des élections aux Etats-Unis, il n'y a pas d'observateurs, ni nationaux ni internationaux ».

J.-B. N.

ALBANIE : M. Edouard Selami élu à la tête du Parti démocratique. - M. Edouard Selami, un juriste de trente ans, a été élu, jeudi 16 avril, à la tête du Parti démocratique. Il remplace dans cette fonction M. Sali Berisha, élu il y a une semaine à la présidence de la République après la très large victoire de sa formation aux élections législatives du mois dernier. - (AFP)

MOLDAVIE : accord quadripartite sur le conflit du Dniestr. - Les ministres des affaires étrangères de Moldavie, Roumanie, de Russie et d'Ukraine se sont mis d'accord vendredi 17 avril à Kichinev sur un mécanisme permettant de consolider le cessez-le-feu dans la région russophone du Dniestr. Des divergences subsistent toutefois sur le déploiement de troupes de maintien de la paix. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

Le Yémen des manœuvres militaires

Le Yémen a été le théâtre de manœuvres militaires de grande envergure, impliquant des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

Les manœuvres ont été dirigées par le commandant en chef de l'armée et ont impliqué des unités de l'armée et de la marine. Les exercices ont duré plusieurs jours et ont porté sur des opérations de défense côtière et de maintien de l'ordre.

AMÉRIQUES

Un entretien avec le premier ministre québécois

« On peut construire un Québec très dynamique sans détruire le Canada », nous déclare M. Robert Bourassa

Chef du Parti libéral du Québec, M. Robert Bourassa a toujours été un ardent partisan du maintien de sa province dans la fédération canadienne. Plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec en 1970, battu six ans plus tard par le Parti québécois (indépendantiste) de M. René Lévesque, M. Bourassa a réussi un extraordinaire retour, en reconquérant le pouvoir lors des élections de 1985, et en remportant un quatrième mandat en 1989. L'année suivante, l'accord du lac Meech, qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada (modifiée sans

son avis), avec le statut de « société distincte », a été rejeté. Devant la montée du sentiment indépendantiste qui a suivi cet échec, M. Bourassa a promis d'organiser un référendum sur la question constitutionnelle avant la fin du mois d'octobre. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le chef du gouvernement québécois a clairement indiqué que cette consultation portera prioritairement sur les nouvelles propositions qu'Ottawa doit présenter, et non sur la souveraineté de la province.

MONTREAL

de nos envoyés spéciaux

« Y aura-t-il vraiment un référendum cette année ? »

— Je crois que oui. Il faudrait des raisons très importantes pour le reporter. J'ai déjà donné l'exemple du tremblement de terre. J'hésite à le citer devant des journalistes français ! M. Michel Kocard avait dit en 1978 qu'il se présenterait à la présidence en 1981, sauf en cas de guerre mondiale ou de tremblement de terre. Il n'y a eu ni l'un ni l'autre et il ne s'est pas présenté... Quand les gens me demandent ce qu'il doit arriver pour qu'il n'y ait pas de référendum, je réponds : des circonstances exceptionnelles.

— Sur quoi portera-t-il ?

— Au moment où je vous parle, je crois qu'il y aura des offres du gouvernement d'Ottawa, proposant un renouvellement du fédéralisme canadien. Le référendum portera sur ces offres. Bien sûr, il faudra alors amender la loi 150 (le texte voté par le Parlement du Québec qui prévoit un référendum sur la souveraineté au plus tard le 27 octobre 1992). Parmi ces offres figurent trois points très importants. Il faut d'abord que soit reprise la substance de l'accord du lac Meech (à propos du statut de « société distincte » pour le Québec). Il faut ensuite un nouveau partage du pouvoir qui permette un fédéralisme plus efficace. Il faut enfin que, sur les autres objectifs de la réforme constitutionnelle, l'adoption d'une charte sociale, le renforcement de l'union économique canadienne et la réforme du Sénat... les pouvoirs du Québec ne soient pas réduits. S'il n'y a pas d'offres du gouvernement fédéral, on verra comment rédiger la question référendaire.



— Vous accusez le Parti québécois d'avoir une conception archaïque de la souveraineté, mais l'ONU accueille de nouveaux pays presque chaque semaine. Pensez-vous vraiment que l'idée d'indépendance soit devenue archaïque ?

— Dans notre contexte nord-américain, avec les valeurs communes que nous avons avec le reste du Canada, il faut partager la souveraineté. On peut certainement bâtir un Québec très dynamique sans détruire le Canada. M. Mitterrand faisait récemment la distinction entre le droit à la souveraineté et l'exercice de cette dernière. Le Québec a le droit à l'autodétermination. Mais est-il dans son intérêt de l'exercer ?

— Que va changer pour vous l'intégration européenne ?

— Elle va dans le sens de l'histoire. J'ai toujours considéré que c'était une des grandes réussites de l'humanité. Mon idole politique est Jean Monnet. M. Delors suit ses

traces et le fait bien. Il a accompli un travail extraordinaire en tant que président de la Commission.

— Est-ce que, selon vous, les Européens mesurent bien l'ampleur de ce qu'ils vont concéder à Bruxelles ?

— Tout le monde est favorable en France, à l'exception des communistes et du Front national, à l'intégration européenne. Maintenant qu'il ne reste qu'une seule superpuissance, on prend conscience que l'avenir est du côté de l'Europe, ne serait-ce que pour faire contrepoids à cette superpuissance. Il y a des résistances aux transferts de souveraineté, mais finalement on s'y rallie, même en Angleterre. En Europe, on n'aime pas le mot « fédéral » — il a fallu l'exclusion des accords de Maastricht — mais on est prêt à accepter l'union monétaire, sous certaines conditions.

— La montée des nationalismes dans l'ex-URSS et en Europe centrale ne vous paraît-elle pas en contradiction avec l'évolution générale que vous souhaitez ?

— On voit que dans plusieurs cas la réalisation de l'indépendance ne se fait pas sans violence. La situation du Québec est complètement différente. Le Québec existe. Il a sa place sur la scène internationale. Il est respecté. Il a une force économique. Il perçoit lui-même la majorité des impôts. Il a un rayonnement culturel international. Nous avons un drapeau et des diplomates québécois. Alors, c'est quoi la souveraineté ? Je ne dis pas que notre situation est satisfaisante, mais on parle ici de l'URSS, de la Yougoslavie. Quels étaient les pouvoirs réels du peuple croate en Yougoslavie ?

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES et CATHERINE LECONTE

PROCHE-ORIENT

Tension entre Ryad et Sanaa

Le Yémen dénonce des manœuvres militaires saoudiennes

Le Yémen a récemment protesté auprès de Ryad au sujet de manœuvres effectuées par l'armée d'Arabie saoudite près de la frontière entre les deux pays, a-t-on appris vendredi 17 avril, de sources diplomatiques, dans la capitale yéménite. De mêmes sources, on indique que ces exercices ont lieu depuis plusieurs jours, sans toutefois préciser l'ampleur des forces engagées.

Un conflit frontalier oppose depuis plusieurs décennies les deux pays. Récemment, le président yéménite Ali Abdallah Salih avait exprimé le souhait de résoudre tous les conflits frontaliers avec ses voisins, notamment avec le royaume saoudien. Vendredi, l'hebdomadaire yéménite *El Tasshik* (réforme), d'obédience nassérienne, a affirmé que les autorités saoudiennes ont adressé récemment des mémorandums aux compagnies pétrolières British Petroleum et Total travaillant pour le compte du Yémen, leur enjoignant de « mettre fin à leurs opérations, qui se déroulent en ter-

ritoire saoudienne ». Dans son éditorial, *El Tasshik* accuse le royaume saoudien d'avoir obtenu « le feu vert des Etats-Unis pour pratiquer une politique de chantage sur le Yémen et la privation de ses ressources pétrolières ».

Un conflit des années 30

Le conflit remonte aux années 30. Les deux pays avaient conclu en 1934 un accord pour vingt ans, appelé « traité de Ta'if », stipulant que les provinces frontalières d'Assir, Najdane et Jizane appartenaient à l'Arabie saoudite. En 1974, le « traité de Ta'if » a été renouvelé pour vingt autres années par le premier ministre yéménite, Mohamed Al-Hijri, assassiné ensuite à Londres par des opposants qui revendiquaient ces provinces. L'actuel gouvernement du Yémen unifié s'oppose catégoriquement au renouvellement du traité, qui vient à échéance en 1994. — (AFP)

LE MONDE diplomatique

Avril 1992

Israël s'interroge sur ses choix

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

AFRIQUE

MAROC : poursuivi pour « injures » à l'encontre du pouvoir

Le secrétaire général du principal syndicat a été condamné à deux ans de prison ferme

Le secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) a été condamné, vendredi 17 avril, par le tribunal de première instance de Rabat, à deux ans de prison ferme. Plusieurs centaines d'avocats s'étaient spontanément proposés pour assurer la défense de M. Nabir Amaoui, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le principal parti d'opposition. Poursuivi pour « injures et diffamation » à l'encontre du gouvernement, ce syndicaliste a dénoncé, au cours de son procès, « le vol, l'enrichissement illégitime, la mauvaise gestion et la corruption ».

Pour dire au pouvoir ses quatre vérités, M. Amaoui n'y avait pas été de main morte, le 11 mars, dans les colonnes du quotidien espagnol *El País*. Il avait tout crûment traité de « groupe de filous sans avenir » qui « en sont arrivés au point de ne plus nous considérer comme des citoyens », lui promettant « qu'un jour viendra où il ne se trouvera pas un seul bateau pour lui permettre de quitter le pays ». Ce « fort en gueule » n'en est pas à son coup d'essai. « Je n'ai plus peur de rien depuis la détention terrible à laquelle j'ai été soumis en 1974 », assurait-il. La prison, il l'avait connue aussi, entre juin 1981 et novembre 1983, au lendemain des émeutes sanglantes de Casablanca.

A la une du quotidien *le Matin du Sahara*, qui passe pour refléter les vues du Palais, M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, a récemment fustigé « les individus qui ne peuvent vivre que dans l'agitation » et jugé que « le moment est venu de crier et même de gueuler : halte à la subversion ». Dans les rangs de

l'opposition parlementaire, « l'affaire Amaoui » a fini par semer la zizanie entre les tenants d'une « approche négociée » et ceux d'une attitude offensive face au pouvoir. Ainsi, M. Nadir Yata, rédacteur en chef du quotidien procommuniste *Al Bayane*, a-t-il contesté la position prise par l'organe de l'USFP, *Al Itihad Al Ichtraki* — qui mettait les membres du gouvernement au défi de faire état de leur fortune personnelle, — l'accusant de « politiser le dossier » dans un but électoraliste.

Il est vrai que les élections législatives, repoussées de deux ans dans l'attente du règlement de la question du Sahara occidental, ont été promises, en principe, pour l'automne prochain. Du coup, les partis d'opposition se sont mis en branle pour obtenir de Hassan II que ce scrutin soit moins « préfabriqué » que les précédents et qu'il préalable la Constitution, vieille de vingt ans, soit rajournée dans le sens d'un renforcement significatif — pour ne pas dire radical — des pouvoirs du gouvernement et du Parlement.

Une monarchie à l'espagnole

Jusqu'ici, les partis d'opposition ont privilégié les méthodes douces pour faire entendre raison à Hassan II, avec l'idée en tête de réviser la Constitution, vieille de vingt ans, soit rajournée dans le sens d'un renforcement significatif — pour ne pas dire radical — des pouvoirs du gouvernement et du Parlement.

Certes, Hassan II s'est engagé à organiser des élections « dans la transparence la plus totale » et a accepté de réviser la Constitution

afin « d'établir un meilleur équilibre » entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Mais, nul ne connaît encore les véritables intentions du Palais. Les milieux d'opposition craignent que, comme de coutume, Sa Majesté n'en fasse qu'à sa tête, et refuse de prendre leurs propositions en considération.

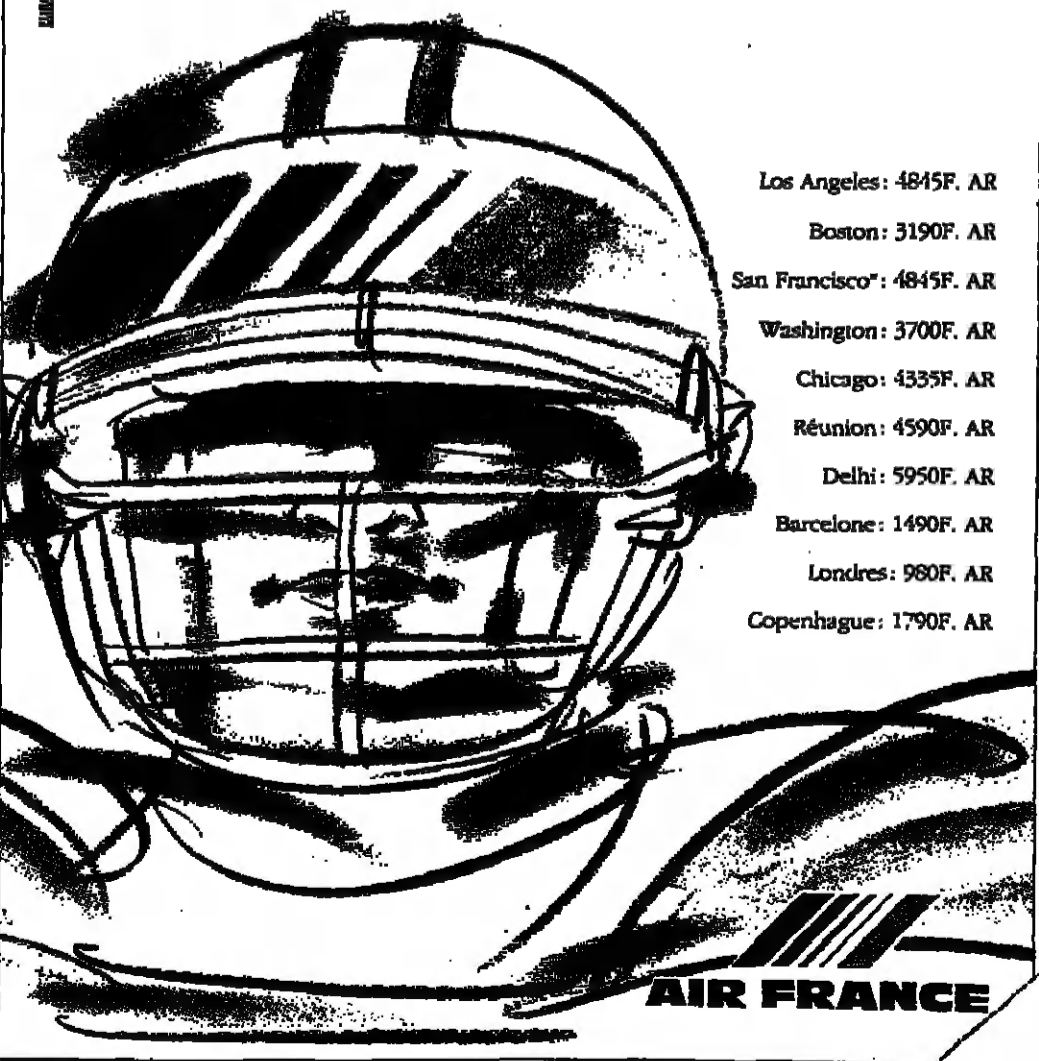
C'est dire que les partisans du « parler rude », parmi lesquels se range M. Amaoui, prennent prétexte de ces vaines timidités de l'opposition parlementaire pour affirmer que leur méthode est la meilleure. Et du coup, ce langage neuf et vigoureux plaît aux déçus de l'USFP, notamment aux jeunes, qui sont nombreux à rejoindre la CDT.

La politique d'ajustement structurel, conduite sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI) et qui touche à son terme, a été socialement lourde à supporter. Son impact « a été faible sur les couches à revenus modestes », reconnaît un récent rapport du ministère du plan. Celui-ci notait que le nombre des pauvres, en forte baisse depuis 1985, s'élevait, tout de même, à 3,9 millions l'an dernier, soit 15,4 % de la population totale, et il soulignait qu'un « écart appréciable » de niveau de vie subsiste entre citadins et ruraux au détriment des seconds.

L'indéniable développement économique a engendré un mécontentement populaire qui se nourrit notamment d'une montée du chômage et d'une répartition très inégale des fruits de la croissance. Ainsi, l'idée d'une grève générale — la précédente remonte au mois de décembre 1990 — a-t-elle fait son chemin et vaut-elle à M. Amaoui, qui en a brandi la menace, accompagnée des propos jugés « injurieux », de retourner en prison.

JACQUES DE BARRIN

New York: 3190F. AR Embarquement immédiat



Los Angeles: 4845F. AR
Boston: 3190F. AR
San Francisco: 4845F. AR
Washington: 3700F. AR
Chicago: 4335F. AR
Réunion: 4590F. AR
Delhi: 5950F. AR
Barcelone: 1490F. AR
Londres: 980F. AR
Copenhague: 1790F. AR

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est limitée des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de w *Vols UTA.

POLITIQUE

Dans les conseils régionaux

Bourgogne : M. Soisson à la tête d'un « gouvernement » de gauche

Après le refus de la droite d'accepter des vice-présidences, M. Jean-Pierre Soisson est désormais à la tête d'un exécutif incomplet, qui comprend, outre le président, cinq socialistes et trois écologistes.

DIJON

de notre correspondante

« Cette attitude prouve avec certitude qu'il y a eu un contrat entre Jean-Pierre Soisson et le Front national », pour M. Dominique Perben, RPR, la preuve est incontestable : la « coalition » du président du conseil régional avec l'extrême droite « ne fait plus de doute ». L'assemblée venait de mettre un terme, vendredi 17 avril, à l'élection des vice-présidents, faute de candidats. Neuf avaient été élus, tous membres de la coalition qui soutient M. Soisson. Le dixième devait, en toute logique, selon la représentation proportionnelle, être attribué à l'un des huit élus d'extrême-droite. Or, à l'appel des candidats, le silence emplait la salle. Six vice-présidences (sur quinze) restaient donc vacantes.

Le scénario des élus de l'UAB (union RPR-UDF) devait conduire l'ancien ministre dans les griffes du Front national. Leur refus de toute vice-présidence, en dépit de leur supériorité en nombre au sein de la commission permanente, et leur absence de la salle pendant les scrutins des 14 et 17 avril, avaient pour but de pousser les élus du Front national à prendre une vice-présidence qu'ils appelaient encore de leurs vœux il y a quelques jours. « Il n'y a pas eu de contrat, j'ai simplement pris la précaution pendant une suspension de séance, de mesurer auprès de M. Jaboulet-Vercherre (FN) s'il souhaitait présenter un candidat », se défend M. Soisson. Si le Front national est apparu comme l'arbitre de la situation, il est clair que ce n'est pas de son fait. « L'attitude de l'UAB est celle de la démission, dit-il. Elle a porté le Front national sur un piédestal. »

L'UPF et le Front national se disputent la paternité de l'opposition de droite à M. Soisson. M. Pierre Jaboulet-Vercherre n'a pas attendu une minute à la clôture du scrutin pour s'affirmer comme « la vraie opposition ». M. Jean-François Buzin (RPR), président du groupe UAB, avait pris les devants quelques heures plus tôt, en déclarant à M. Soisson : « Nous serons vos opposants, calmes, mais déterminés. »

Avec cinq socialistes, deux Verts, un élu Génération Ecologie et un élu France unie, le « gouvernement » de M. Soisson s'est installé à gauche. Mais l'ancien ministre est confiant. « Je continue à proposer l'ouverture à l'UAB. Vous verrez qu'avant six ans les six vice-présidences seront attribuées. »

CHRIS MAISIAT

Limousin : l'opposition divisée après son échec

Seule région dirigée par le PS, le Limousin est aujourd'hui, le théâtre de règlements de comptes internes à la droite, les chefs de file du RPR en Corrèze et en Creuse reprochant à M. Jean-Marie Brachet, tête de liste en Haute-Vienne, d'avoir « mis dans sa poche » le drapeau du mouvement gaulliste.

LIMOGES

de notre correspondant

L'opposition RPR-UDF ne parvient pas à surmonter la déception de son échec aux élections régionales en Limousin. Persuadée, avant le 22 mars, qu'elle allait enfin arracher la région à la « coalition socialo-communiste », confortée dans cette conviction par plusieurs sondages, elle est maintenant divisée sur les raisons de son échec.

M. Jean-Marie Brachet, président de la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Vienne, qui menait la liste UPF dans ce département, a introduit un recours en Conseil d'Etat. Il estime que « des erreurs provenant de nombreux bureaux de vote » ont privé sa liste d'un siège lors de la répartition à la plus forte moyenne, siège qui a été attribué au PS pour une différence de quelque cent cinquante voix.

L'aboutissement de ce recours ne renverserait pas, de toute façon, la majorité relative de l'assemblée régionale. Et M. Jean-Marie Brachet doit aujourd'hui subir les critiques de ses amis politiques. Il a mené une campagne de « socio-professionnel », en mettant, dit-on aujourd'hui à droite « le drapeau [drapeau RPR en l'occurrence] dans sa poche », alors qu'il aurait dû mener un combat très politique.

Dans les deux autres départements limousins, les têtes de liste RPR, MM. Raymond-Max Aubert (Corrèze), chargé de mission à la mairie de Paris, et Jean-Claude Pasty (Creuse), ont également attribué l'échec aux « mauvais résultats obtenus en Haute-Vienne par la liste de M. Brachet, liste, qui, avec 31,54 % des suffrages, a perdu trois points par rapport au pourcentage des voix qui, en 1986, se réclamaient des familles politiques aujourd'hui alliées dans l'UPF. M. Jean-Claude Pasty, qui présidait, dans le conseil régional sortant, le groupe d'opposition, a du coup décliné, non sans amertume, d'abandonner ses responsabilités régionales pour se consacrer aux deux

PRÉCISION. - M. Bernard Blois, conseiller général de l'Eure, vice-président du conseil régional de Haute-Normandie, nous précise qu'il est UDF, et non RPR, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 11 avril, et que si, comme nous l'indiquions, il a bien participé au scrutin pour l'élection de M. Dominique Chaboche, FN, au poste de sixième vice-président du conseil régional, il a voté blanc.

tins des 14 et 17 avril, avaient pour but de pousser les élus du Front national à prendre une vice-présidence qu'ils appelaient encore de leurs vœux il y a quelques jours. « Il n'y a pas eu de contrat, j'ai simplement pris la précaution pendant une suspension de séance, de mesurer auprès de M. Jaboulet-Vercherre (FN) s'il souhaitait présenter un candidat », se défend M. Soisson. Si le Front national est apparu comme l'arbitre de la situation, il est clair que ce n'est pas de son fait. « L'attitude de l'UAB est celle de la démission, dit-il. Elle a porté le Front national sur un piédestal. »

L'UPF et le Front national se disputent la paternité de l'opposition de droite à M. Soisson. M. Pierre Jaboulet-Vercherre n'a pas attendu une minute à la clôture du scrutin pour s'affirmer comme « la vraie opposition ». M. Jean-François Buzin (RPR), président du groupe UAB, avait pris les devants quelques heures plus tôt, en déclarant à M. Soisson : « Nous serons vos opposants, calmes, mais déterminés. »

Avec cinq socialistes, deux Verts, un élu Génération Ecologie et un élu France unie, le « gouvernement » de M. Soisson s'est installé à gauche. Mais l'ancien ministre est confiant. « Je continue à proposer l'ouverture à l'UAB. Vous verrez qu'avant six ans les six vice-présidences seront attribuées. »

M. Mitterrand n'a pas eu l'occasion, dimanche 12 avril, de donner son avis sur un éventuel raccourcissement du mandat présidentiel. Il a, en revanche, rappelé qu'il y a sept ans, c'était à lui seul d'apprécier s'il devait volontairement écarter son mandat dans le cas où il estimerait n'avoir plus « la capacité » de l'exercer. Une éventualité comparable avait été soulevée en 1969, lorsque Georges Pompidou, qui n'était plus premier ministre, avait déclaré à Rome le 17 janvier : « Si le général de Gaulle venait à se retirer, je me porterais candidat à sa succession. »

Cette phrase ayant provoqué une forte émotion dans les milieux politiques de la majorité, de Gaulle, dès le 22 janvier à l'issue du conseil des ministres, avait fait publier un communiqué ainsi rédigé : « Dans l'accomplissement de la tâche nationale qui m'incombe, j'ai été, le 19 décembre 1965, réélu président de la République pour sept ans par le peuple français. J'ai le devoir et l'intention de remplir ce mandat jusqu'à son terme. » Cependant, trois mois plus tard, le 27 avril, après l'échec du référendum sur la réforme du Sénat et des régions, dans l'adoption duquel il s'était personnellement engagé, le général de Gaulle quitta définitivement l'Elysée. Le problème de la durée du mandat présidentiel se trouvait ainsi posé.

C'est moins le septennat lui-même que son doublement en cas de réélection qui pose la question d'une éventuelle réduction. Jamais encore un président de la République ayant entamé un deuxième mandat ne l'a

accompli jusqu'à son terme. Jules Grévy, après huit ans passés à l'Elysée, a dû démissionner en 1887 en raison des indécidables de son gendre, Daniel Wilson, qui monnayait les légions d'honneur. Albert Lebrun, également au bout de huit années, a quitté le pouvoir en 1940 pour le céder au maréchal Pétain, et de Gaulle, au terme de près de onze ans de présidence, a démissionné le 27 avril 1969. M. Mitterrand est donc le quatrième président à tenter d'accomplir un deuxième septennat.

Dix ans ça suffit !

Si le septennat instauré en 1873 au bénéfice du maréchal Mac-Mahon n'a été réellement remis en cause qu'un siècle plus tard par Georges Pompidou, c'est d'abord en raison du rôle essentiellement représentatif du président de la République élu jusqu'en 1958 par un collège de notables et seulement depuis 1965 (après la réforme de 1962) par le suffrage universel.

En revanche, sous la V^e République, le chef de l'Etat est devenu, selon la formule consacrée, « la clé de voûte des institutions ». Si l'on excepte les sénateurs, dont le mandat est de neuf ans (mais le Sénat est renouvelé par tiers tous les trois ans) et son président doit être choisi trois fois réélus, aucun mandat électif n'est en France aussi long que celui du président de

la République : cinq ans pour les députés et les conseillers municipaux, six ans pour les conseillers régionaux et généraux.

Mais surtout l'histoire politique de la V^e République enseigne que le rythme septennal, et a fortiori biennal, ne correspond plus à une grande réalité. Le « tempo » biologique du corps politique français semble se situer plutôt entre dix et douze ans, c'est-à-dire un doublement du quinquennat ou du sextennat. Un premier coup de semence est en général adressé par l'opinion aux dirigeants du pays avant le terme de sept ans. Le renouvellement du mandat permet de vérifier alors les sentiments du corps électoral. Ainsi, après avoir essuyé les premiers effets de la désaffection lors de sa mise en ballottage à l'élection présidentielle de 1965, le général de Gaulle, arrivé au pouvoir en 1958, a-t-il été ouvertement mis en cause en mai 1968 avec le slogan révélateur de « Dix ans ça suffit ». Bien que son mandat se soit prolongé encore une année, son autorité ne s'est donc en réalité exercée que dix ans.

Georges Pompidou, emporté par la maladie le 2 avril 1974 après cinq ans passés à l'Elysée, avait pris conscience de la nécessité d'une réforme. Il avait entamé l'année précédente l'instauration du quinquennat que l'hostilité d'une partie de la gauche et les réticences des centristes au Parlement avaient bloquées.

M. Valéry Giscard d'Estaing a pu terminer son septennat en 1981. Mais au bout de quatre ans de mandat, les élections législatives de 1978, gagnées

de justesse après les cantonales de 1976, mauvaises pour le pouvoir, ainsi que les municipales de 1977, peu favorables hormis à Paris, avaient eu valeur d'avertissement. Et, dès la sixième année du mandat, l'affaire des « diamants » avait porté atteinte au crédit du chef de l'Etat.

M. Mitterrand a lui aussi connu l'épreuve de la cinquième année puisque c'est à ce moment-là, en 1986, que le parti du président de la République a perdu les élections législatives. S'il a pu résister à la situation à son profit au terme de la cohabitation, en bénéficiant de la division de ses adversaires, son deuxième mandat a été marqué, en 1991, par une chute sensible de sa popularité avant l'échec de son parti aux élections locales l'année suivante. Il a ainsi, à son tour, connu le passage difficile de la dixième année de mandat.

Qu'il s'agisse de la solitude du dirigeant suprême, de l'usure du pouvoir, des mutations de la société, du réajustement des prétendants et de leur impatience ou de l'acclémentation de l'histoire, le septennat, surtout lorsqu'il est réitéré, ne semble plus correspondre réellement à la sociologie politique du pays et aux aspirations des électeurs. Toutefois, une réelle réforme n'aurait tout son sens que si elle s'accompagnait d'une adaptation plus vaste des institutions puisqu'il devrait être possible, au terme de trente-quatre ans de pratique, de dresser un bilan et d'effectuer une sorte de check-up de la Constitution de la V^e République.

ANDRÉ PASSERON

L'émergence du fait minoritaire

Suite de la première page

Ces glissements successifs de la logique majoritaire vers l'impasse minoritaire ne doivent rien au hasard. Ils sont le fruit malheureux de quatre facteurs essentiels. D'abord, chronologiquement, le « retour progressif » de la représentation proportionnelle au sein du système électoral français. Il vient d'être contenu, mais il n'est pas stoppé. Après vingt et un ans de règle majoritaire, les premières élections européennes de 1979 ont en lieu sous le régime proportionnel. La bipolarisation manichéenne de l'époque en a décapé les effets. Censé d'être pourtant instantané, à gauche comme à droite, les liens entre alliés se sont aussitôt détrempés, et les rapports de force modifiés. Les deuxièmes élections européennes (1984) ont en outre déstabilisé la coalition avec ce qui constituait l'autre trait, l'idéologie dominante de l'époque. Le PS, en revanche, a perdu son « projet » en gagnant le pouvoir. Alors que gaullistes et socialistes ont dépassé aujourd'hui modestement les 25 %, que les seconds n'approchent même plus. Il n'y a plus de parti dominant, mais

départemental, le mode de scrutin proportionnel italienise irrémédiablement l'hexagone. La règle majoritaire impose, une discipline brutale ; la règle minoritaire tourne tout en dérision. Or elle triomphe sur le terrain régional, européen, elle constitue l'élément de rupture pour le scrutin législatif.

Deuxième facteur, à la fois conséquence et amplification du premier : le déclin des partis de gouvernement, la condamnation des partis dominants. La V^e République a connu un vrai parti dominant - la formation gaulliste - et un parti qui aurait pu aspirer à le devenir, le PS. En fait, s'ils ont connu l'un et l'autre - certes, inégalement - la durée du pouvoir et la primauté électorale qui caractérisent les partis dominants, seul le parti gaulliste a véritablement coïncidé avec ce qui constituait l'autre trait, l'idéologie dominante de l'époque. Le PS, en revanche, a perdu son « projet » en gagnant le pouvoir. Alors que gaullistes et socialistes ont dépassé aujourd'hui modestement les 25 %, que les seconds n'approchent même plus. Il n'y a plus de parti dominant, mais

trois partis (RPR, PS et, à un degré bien moindre, UDF) qui peuvent espérer dépasser l'an prochain la barre des 20 %, plus une myriade inconstante de formations de tailles moyennes ou médiocres (Front national, PC, Verts, Génération Ecologie). On frôle le contre-modèle italien, on risque l'anomie.

Troisième facteur porteur de la logique minoritaire : le désert idéologique actuel. La V^e République était « éternelle », il n'y a pas longtemps, le champ privilégié de guerres de religions furieuses, théâtrales et animées. N'en restait-il que des fragments et des débris. L'idéologie communiste s'est effondrée et désarticulée. L'idéologie socialiste appartient à l'histoire des idées mortes. Le « projet » adopté l'an dernier constitue une bonne abjuration du passé, une sage conversion au présent, en rien une anticipation de l'avenir.

Réalités locales

L'idéologie gaulliste s'est fondue progressivement dans l'idéologie libérale, laquelle, après avoir été si longtemps intouchable en France, fut tour à tour conquérante en 1986, puis embarassée après 1988. Sur le terrain des valeurs, des concepts, des idées, tout est à reconstruire, rien ne peut fédérer les minorités enchevêtrées et antagonistes.

Enfin, la montée en puissance des fédéralités locales (régionales, départementales, municipales), très sensible

en dix ans, décomposent la géographie par ailleurs dominée par l'échec européen. Ce quatrième facteur n'est pas en lui-même négatif puisqu'il encourage la démocratie locale et propose au moins un dessin extérieur pour la France. Il contribue cependant à dissocier en même temps la logique majoritaire. Traversée par l'individualisme, démembrée par le corporatisme, la société politique française est menacée d'épilolement.

Le fait minoritaire n'est, certes, pas irréversible, irrépressible, irréversible. La future élection présidentielle sera, comme toujours, l'occasion d'une recomposition. Si la commission chargée de la réforme de la loi électorale abonde et propose par exemple un simple correctif proportionnel à un système qui resterait clairement sous l'empire majoritaire, l'équité y gagnerait sans que l'efficacité y perde. Encore faudrait-il songer alors à ce que chaque type de scrutin (municipal, départemental, régional, national) comporte à l'avenir une prime majoritaire et qu'en somme le principe de la loi municipale (majoritaire à correctif proportionnel) soit généralisé. Encore faudrait-il aussi que chaque parti de gouvernement se montre capable d'élaborer une plate-forme de propositions illustrant une idéologie redessinée, une culture modernisée, pour qu'il redevienne clair qu'à l'alternance correspondrait l'alternative. Encore faudrait-il enfin que s'affirme de nouveau un Etat républicain fédérateur, d'autant plus nécessairement prestigieux que la démocratie locale progresse, d'autant plus nécessairement ambitieuse que l'Europe se construit, d'autant plus légitime enfin qu'il aurait sa réponse. Et qu'enfin les récentes élections régionales, loin de constituer la marque diabolique de la société politique française du vingt et unième siècle, en soient tout au contraire l'exotisme repoussoir.

ALAIN DUHAMEL

EN BREF

■ M. Le Pors (PC) ne mettrait « aucune exclusive » à une participation au gouvernement. - M. Antier, Le Pors, membre du comité central du PC, ancien ministre, a affirmé jeudi 16 avril, au cours de l'émission « Le Grand O » OFM-La Croix, qu'en raison de l'abandon progressif du clivage droite-gauche il ne mettrait « aucune exclusive » à sa participation à un gouvernement, sauf à l'égard des « forces qui défendent des positions de violence et de racisme » telles que le Front national. Il a estimé, en prenant l'exemple du Haut Conseil à l'intégration, que « sur des problèmes concrets et sur des valeurs, des gens qui se situent les uns à droite, les autres à gauche, peuvent se retrouver ».

■ Débat sur la presse et l'audiovisuel le 23 avril. - Le débat sur la presse et l'audiovisuel annoncé le 15 avril par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, aura lieu jeudi après-midi 23 avril à l'Assemblée nationale. Il sera précédé d'une déclaration du gouvernement.

Ce que souveraineté veut dire

déjà, on s'en doute, des rares tentatives de révision constitutionnelle.

L'article choisit ici, comme illustration de l'ouvrage, court sur quatre pages en raison de la complexité du sujet justement relevée par l'auteur. Celui-ci observe que la souveraineté, principe d'identité nationale, demeure « le socle fondamental de la jurisprudence constitutionnelle lorsqu'il s'agit de régler les relations du droit interne et du droit public externe ». Mais, de plus en plus, elle doit céder le pas à « des valeurs universelles qui justifient le droit d'ingérence ». Pierre Bourret poursuit : « Si l'on ajoute que sur fond de construction européenne et de fin de guerre froide des identités souveraines travaillent à s'effacer pour former un consensus se forme sur la nécessité de protéger celles qui sont violées, le destin de l'idée de souveraineté est peut-être scellé en un ultime paradoxe. Celui qui nous l'urgence de sa reconnaissance à l'idéal de sa disparition sur l'horizon régulateur de l'avènement d'une République universelle. »

On est là au cœur du problème que va soulever l'application du traité de Maastricht, en ce qui concerne le droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections municipales et les transferts de souveraineté que suppose l'union monétaire. Le débat, parce qu'il touche précisément à toute une symbolique de l'Etat-nation (et pas seulement en France), ne se cantonne pas à une argumentation juridique. On voit déjà se profiler une joute politique, à la fois embarrassée et passionnelle, où vont se croiser les valeurs que l'intégration européenne et les prérogatives du pouvoir national.

Les articles du Dictionnaire constitutionnel se renvoient les uns aux autres. C'est ainsi que la souveraineté débouche sur l'absolutisme, droits de l'homme, droits fondamentaux, individualisme et que le lecteur est invité à se reporter à nation, s'il s'intéresse particulièrement à la souveraineté nationale, et à nation et peuple s'il cherche du côté de la souveraineté populaire. Le risque de ce jeu de renvois est de ne plus sortir d'une lecture qui s'effrite ainsi d'elle-même, mais il est celui qui fait

courir tout bon dictionnaire aux aventuriers en quête du sens des mots et des idées.

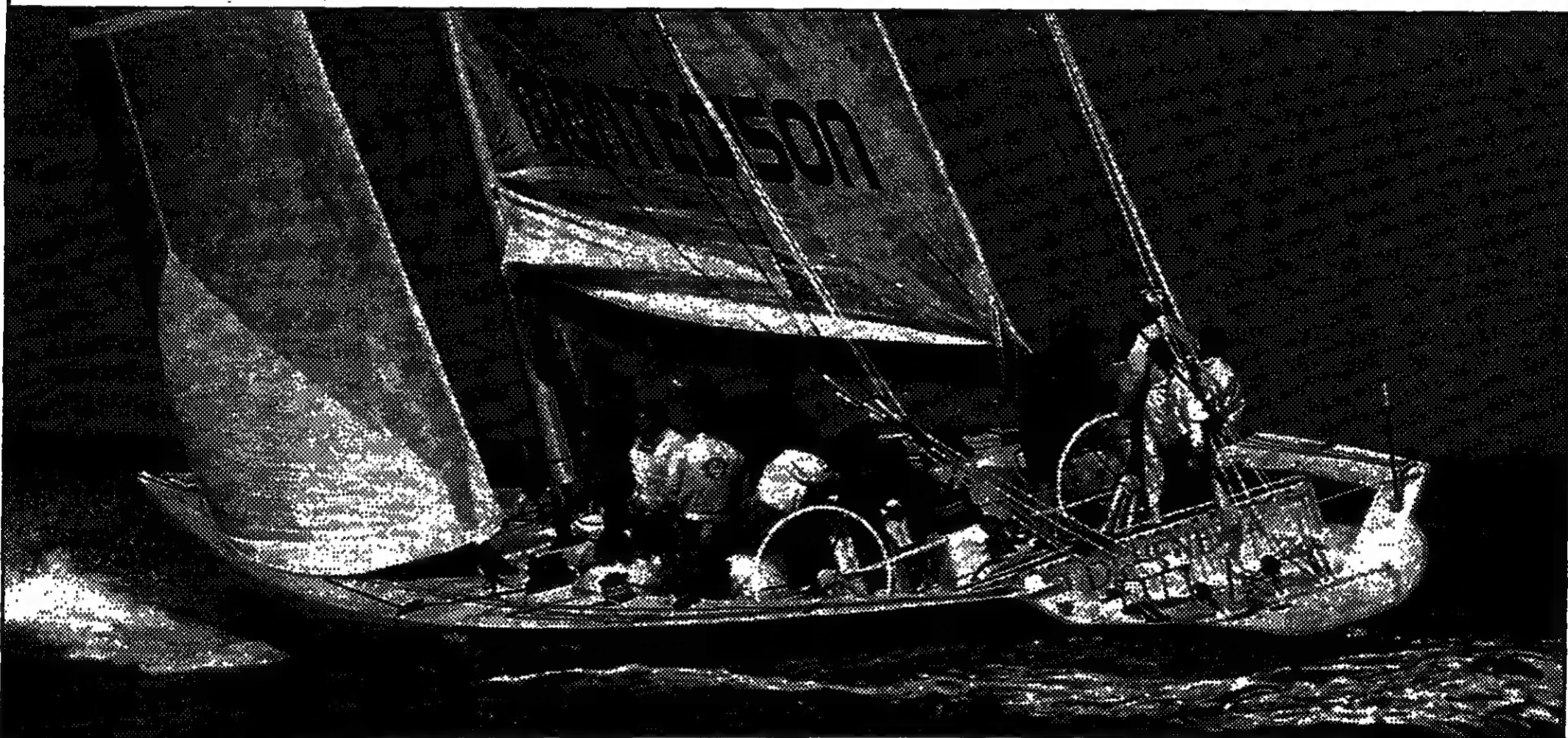
Les directeurs de l'entreprise, Olivier Duhameil et Yves Mény, indiquent que celle-ci ne se limite pas à la France, dont l'histoire constitutionnelle est très riche, mais qu'elle s'étend à un grand nombre de pays et que, dans la mesure du possible, « l'histoire, le droit et la science politique comparés s'y insèrent ». Ils soulignent le caractère collégial de ce travail, qui ne prétend pas à l'unicité des vues, mais dont la richesse réside plutôt dans « la multiplicité des voix qui y concourent, la diversité des approches et des analyses qui donnent davantage l'image du pluralisme que de la cacophonie ».

La richesse de cette production collective est évidente à la première consultation d'un ouvrage qui, bien sûr, en appelle d'autres s'il est vrai que s'impose le constitutionnalisme, lequel définit la supériorité accordée à la Constitution sur toute autre norme, parce qu'elle bénéficie d'une légitimité érigée en mythe sacré. Que d'années et de renvois à consulter !

■ Dictionnaire constitutionnel, par Olivier Duhameil et Yves Mény. PUF, 1 112 pages, 695 F.

porte-a-faux

AMERICA'S CUP. La TECHNOLOGIE ITALIENNE a PLEINES VOILES.



*Du jamais vu!
Pour la première fois
dans l'histoire de
l'America's Cup, un
bateau italien
s'est qualifié pour la
finale des
challengers. Ce succès
est celui d'un
grand équipage et
d'une technologie*

*trionphante: celle de
Montedison,
holding industrielle du
Groupe Ferruzzi,
qui a construit en un
temps record non
pas un mais cinq*

*voiliers, tous
engagés dans la
compétition. C'est
justement avec le Moro
di Venezia 5 que
Montedison a remporté
cette étape.*

*importante. Une
victorie rendue
possible parce que
Montedison s'est
engagé à fond, qu'il a
employé les
meilleurs de ses*

*chercheurs et de
ses techniciens et qu'il
a réalisé les
coques, les quilles, les
mâts et les voiles.
Maintenant,
Montedison tout
entier dit à l'équipage
"Allez-y! Nous
sommes tous avec
vous"*

MONTEDISON

LEADER MONDIAL DES MATERIAUX AVANCES.

la
an-
sur
n:
és,
rés
et
s.
va,
pas
de
na,
se
est
des

SOCIÉTÉ

L'affaire Touvier

Des avocats s'émouvent du placement sur écoutes téléphoniques de deux de leurs confrères

Deux petites pages de «l'arrêt Touvier» rendu le 13 avril ont suscité l'indignation de bon nombre d'avocats. Au chapitre des annulations d'actes, les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris évoquent en quelques lignes le placement sur écoutes de deux avocats, M. Jacques Buttin, du barreau de Chambéry, qui fut le conseil de Paul Touvier en 1976 dans le cadre d'une procédure civile concernant le testament de son père, et M. Jacques Vergès, du barreau de Paris, qui se dit «scandalisé par ces méthodes de voyou», a transmis au bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, M. Georges

Flécheux, une plainte visant les deux juges d'instruction qui se sont succédés dans ce dossier, MM. Claude Gredier et Jean-Pierre Getti. M. Buttin, qui admet avoir reçu après la procédure civile engagée en 1976 plusieurs lettres émanant de Paul Touvier, a fait de même à Chambéry.

«Un avocat n'est pas au-dessus des lois», déclare M. Vergès, mais il s'agit là des rapports professionnels qu'il entretient avec ses clients. Il n'y a pas de profession d'avocat possible si le secret professionnel est violé. Dans un communiqué diffusé vendredi 17 avril, le conseil de l'ordre des avocats de Chambéry s'est lui aussi élevé contre ces pratiques : «déniant cette violation intolérable du secret professionnel que rien ne saurait justifier», le conseil sou-

haite que «des dispositions soient prises afin que, désormais, toute écoute téléphonique soit interdite et que la confidentialité de la correspondance soit scrupuleusement assurée».

Le Syndicat des avocats de France dénonce «une idéologie partisane», après l'arrêt de non-lieu. Réagissant à l'arrêt Touvier, la section parisienne du Syndicat des avocats de France (SAF) «s'inquiète de constater que de hauts magistrats, statuant au nom du peuple français, n'hésitent pas à détourner leur mission et le pouvoir qui leur est ainsi confié pour les mettre au service d'une idéologie partisane en confondant examen juridique des faits et révision de l'histoire».

Le directeur général de l'OM, M. Jean-Pierre Bernès, avait notamment admis que ces contrats de prêts s'élevaient à «l'habillage juridique de primes occultes convenues entre les joueurs et le club». Un fait également reconnu par l'un des joueurs, Philippe Vercruysse.

Pour faux, usage de faux et abus de confiance

Une information judiciaire est ouverte contre l'Olympique de Marseille

Conformément aux directives données par le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, visant neuf clubs de football professionnel, le parquet de Marseille a ouvert, jeudi 16 avril, une information judiciaire contre X concernant l'Olympique de Marseille, des chefs de faux, usage de faux et abus de confiance. M. Bernard Augé, doyen des juges d'instruction, a été chargé du dossier. C'est ce magistrat qui instruit déjà l'information judiciaire partielle, du chef d'usage de faux, ouverte le 21 février dernier à la suite d'une plainte de l'ex-inspecteur Antoine Gaudin.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'affaire des comptes de l'OM remonte à novembre 1990. A cette date, une enquête préliminaire de police avait été ordonnée par le parquet de Marseille dans le prolongement de l'affaire des malversations du RC Toulon. Les policiers avaient découvert dans la comptabilité du club marseillais une série d'irrégularités portant notamment sur des contrats de prêts fictifs consentis par l'OM à certains joueurs et le versement d'importantes commissions à de mystérieux intermédiaires agissant sous le couvert de sociétés étrangères.

Le directeur général de l'OM, M. Jean-Pierre Bernès, avait notamment admis que ces contrats de prêts s'élevaient à «l'habillage juridique de primes occultes convenues entre les joueurs et le club». Un fait également reconnu par l'un des joueurs, Philippe Vercruysse.

Le sort de M. Bernard Tapie

De même, M. Bernard Tapie, président de l'OM, après son audition par les enquêteurs, le 22 avril 1991, avait expliqué, sur TF1, que la rémunération des intermédiaires faisait partie des mœurs du football professionnel, qu'il déplorait, sans avoir la possibilité de «faire autrement». Le futur ministre du gouvernement Bérégovoy avait toutefois estimé que ces pratiques avaient un caractère «fiscal mais non pénal» (1). Dans un rapport de synthèse, adressé à la Chancellerie le 4 juillet 1991, le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Dupret, s'était prononcé pour l'ouverture d'une information judiciaire.

«Les délits de faux et usage de faux paraissent d'ores et déjà établis», écrivait-il en estimant que MM. Bernard Tapie et Michel Hidalgo (ancien directeur de l'OM), tous deux signataires des contrats,

«seraient susceptibles d'inculpation de ces chefs». Il considérait toutefois que «l'existence du délit d'abus de confiance, ou son inexistence, ne pourra que résulter d'investigations (...) dans le cadre de commissions rogatoires à l'étranger».

L'avis du magistrat instructeur peut, certes, être différent de celui du parquet. Si M. Augé estime que les charges contre M. Tapie ne sont pas suffisantes, elle peut encore l'estimer comme témoin. Dans ce cas, elle devra obtenir l'autorisation du conseil des ministres (c'est le président de la Cour de cassation, ou son délégué, qui procède alors à l'audition). Mais on conçoit mal qu'elle choisisse cette voie en ce qui concerne les délits de faux et d'usage de faux. L'article 105 du code de procédure pénale lui interdisant, sauf à faire échec aux droits de la défense, d'entendre des personnes contre lesquelles il existe des indices graves et concordants de culpabilité. Reste, éventuellement, l'inculpation à laquelle, juridiquement, rien ne s'oppose, passé le délai d'un mois suivant la nomination de M. Tapie comme ministre.

Une issue qui, dans l'immédiat, paraît politiquement douteuse. Dans son communiqué, publié le 15 avril, M. Vauzelle souligne que «seul le traitement judiciaire permettra de faire équitablement, et de manière complète, la part des irrégularités de gestion, de celle des éventuels cas d'enrichissement personnel ou de corruption». Or l'enquête préliminaire de police n'incrimine pas les dirigeants de l'OM en ce qui concerne ces derniers cas et il convient peut-être d'attendre, à ce sujet, le texte de la loi sur la moralisation du sport préparé par M. Frédéric Bredin.

GUY PORTE

(1) Ni le fief ni l'URSAAF, auxquels aurait été porté préjudice, n'ont, jusqu'ici, engagé de poursuites.

Les articles 226 et 227 du code pénal et la jurisprudence

Le droit de critique des décisions de justice

par Maurice Peyrot

A l'annonce de la décision de la chambre d'accusation de Paris concernant Paul Touvier, les réactions ont été immédiates, spontanées, incontrôlées et parfois incontrôlables. Une colère sincère engendrait des mots quelquefois violents, et les plus pudiques lâchaient à l'égard des juges les phrases les plus sévères. Largement repris par tous les organes de presse, ces cris de fureur dénonçant l'injustice de la décision dans une décision particulière ne tombaient-ils pas sous le coup de la loi? Le corps judiciaire n'était-il pas en train de se protéger en soulevant quelques vieux cartons poussiéreux pour braver un texte qui réprime la critique des décisions de justice?

Nul n'y a pensé, car, outre le fait que l'initiative eût été maladroite, il semble bien que ce texte ne corresponde pas exactement à cette fonction. L'article 226 du code pénal dispose : «Quiconque aura publiquement, par actes, paroles ou écrits, cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance, sera puni de un à six mois d'emprisonnement et de 500 à 30 000 F d'amende, à l'exception de l'ordonnance du 23 décembre 1959, cet article provoque un tel trouble que le garde des sceaux, dans une conférence de presse, déclarait, le 13 mars 1959, qu'il ferait l'objet de l'interprétation la plus libérale. Il s'agissait cependant d'un texte pouvant avoir des conséquences graves sur la liberté

d'expression. Dans son étude consacrée à l'article 226, M. Danièle Mayer, chargée de cours à l'université de Dijon, souligne ce danger en observant cependant une distorsion entre le but poursuivi par la législation et la formulation de l'article. A l'époque, il s'agissait de lutter contre les abus de la presse à sensation en marquant «la limite entre la liberté et la licence». Mais M. Mayer constate que, si l'article a provoqué peu de condamnations, elles ont été infligées principalement à de petites publications politiques. Car, pour appliquer l'article 226, il faut que la critique ne s'adresse pas seulement à une décision mais jette le discrédit sur la justice tout entière.

L'instigation ou les magistrats?

«Il faut une volonté d'atteindre la justice dans son ensemble», note le substitut général Marc Domingo, qui fut le chef de la section du parquet de Paris spécialisée dans les délits de presse. Avant d'ajouter : «C'est un texte qui n'est pas facile à manier». Certains l'ont carrément manipulé puisque quelques très rares condamnations visent des écrits fustigeant une simple décision judiciaire. Mais il semble que l'on soit revenu à une interprétation plus stricte.

Ainsi, le 7 mars 1988, la Cour de cassation a rejeté la demande de l'Association professionnelle des magistrats (APM) qui souhaitait poursuivre M. Raymond Forni, à l'époque président de la commission des lois. Celui-ci avait déclaré,

à propos d'un jugement condamnant Jean-Marie Tjibaou, leader indépendantiste canaque, «pour avoir porté atteinte à l'intégrité du territoire national», qu'il s'agissait d'une décision «absurde et imbécile».

La Cour de cassation avait estimé que les infractions à l'article 226 «ne sont punissables que lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité de la justice comme institution fondamentale de l'Etat et non aux magistrats qui concourent à la justice». Et les juges suprêmes en déduisaient que seul le parquet était habilité pour exercer des poursuites sur ce texte «dont l'objet exclusif est la protection de l'intérêt général qui s'attache à l'autorité de la justice ou à son indépendance» (le Monde du 12 mars 1988).

Un opuscule (1) diffusé par l'Association d'études et de recherches de l'école nationale de la magistrature confirme cette décision après avoir constaté : «On doit se montrer (...) très réservé face à de telles incriminations qui, en voulant certes limiter les critiques abusives ou malveillantes de la presse, risquent vite d'aboutir à l'instauration d'une véritable obligation de réserve pour les journalistes totalement incompatible avec leur liberté d'opinion proclamée par ailleurs».

Un autre article semblait pouvoir constituer une menace pour la liberté d'expression. Il portait le numéro 227 et réprimait la publication «de commentaires tendant à exercer des pressions (...) sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement». Pour M. Mayer, c'est un article «mort-né», puisqu'il n'a entraîné

qu'une seule condamnation, et un arrêt de la Cour de cassation du 10 juin 1988 a sévèrement réduit son champ d'application.

Il reste que ces deux articles n'ont toujours pas été abrogés et que les circonstances peuvent un jour leur donner une utilité. En interprétant le sens d'une manière conjoncturelle. La suppression des textes ambigus s'impose afin que le droit de critique prenne toute la valeur que lui donnait M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation lors de l'audience solennelle du 8 janvier 1989 en déclarant : «Dépassant les limites de l'ancien droit nous sommes révoltés, je veux, pour finir, élargir mon propos à tous les magistrats de notre pays (...). Faites connaître vos efforts quotidiens; soumettez à critique vos décisions; engagez un débat ouvert avec l'opinion que vous êtes les règles de notre institution le permettent... puis attendez que nos concitoyens, mieux informés, nous jugent comme nous le faisons nous-mêmes; avec rigueur mais compréhension».

L'année suivante, il insistait en rappelant : «Veuillez à nous enrichir de la critique (...). Que l'opinion publique s'intéresse au contenu d'un jugement, en discute et le critique, cela est normal, et c'est aussi une règle fondamentale de la vie en démocratie».

(1) Le Droit à l'information et le procès pénal, par Gilbert Conze et Patrick Lopez-Torres, juillet 1991. Collection «Les points de repère judiciaires».

POINT DE VUE

Discrédit par M. Michel Laval

La décision rendue le 13 avril 1992 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a renvoyé le chef de la Milice, Paul Touvier, à une retraite paisible sur le lit de ses crimes, est une mauvaise décision de justice. Le devoir, aujourd'hui, commande de le dire, et de le répéter sans relâche, jusqu'à ce que le salutaire froissement civique qui s'est levé contre elle ait enfin raison.

Une mauvaise décision de justice, c'est une décision qui jette le discrédit dans la nation et outrage la conscience des citoyens. C'est l'arrêt d'un Parlement qui livre un honnête protestant au supplice de la route; c'est le jugement d'un tribunal militaire qui jette au bûche un officier juif innocent; c'est la décision d'une juridiction spéciale, qui envoie à la guillotine des hommes déjà jugés et déjà condamnés pour les mêmes faits. La décision rendue le 13 avril 1992 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a assésimé une seconde fois les sept otages juifs de Rillieux-la-Pape en absolvant leur bourreau, est entrée dans le panthéon noir des mauvaises décisions de justice.

Cette décision ne doit rien au hasard, ni à l'erreur. En 215 pages, elle se livre, sous couvert de dire le droit, à une interprétation de faits historiques qui, pour aberrante qu'elle soit, est suffisamment

méthodique et élaborée pour qu'on puisse considérer que ses auteurs l'ont longuement pensée et mûrie, avant de la lancer à la face de la communauté publique. La révisionnisme vient de recevoir là sa consécration judiciaire sous la forme d'une invraisemblable réhabilitation du régime de Vichy, et d'une non moins stupéfiante disqualification de la Milice. Les «amants inconsolables de la déformation et de la collaboration», dont parle dans ses «Mémoires» le général de Gaulle, tiennent enfin, cinquante ans après, leur vantage. L'arrêt fera date, n'en doutons pas, quelle que soit son éphémère destinée.

Chacun prend ses responsabilités. Il est dans le code pénal un article qui punit ceux qui cherchent «publiquement par actes, paroles ou écrits, à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle...» Si, d'aventure, les lignes écrites ici paraissent tomber sous le coup de ce texte, qu'on nous poursuive. Nous verrons alors, qui, du juge qui a pris le parti du bourreau, ou du citoyen qui s'est rangé du côté de ses victimes, qui, du magistrat qui juge au nom du peuple français, ou du peuple français qui juge ses magistrats, s'est mis hors la loi. Nous verrons alors qui, de la décision rendue, ou de la critique qui en est faite, a jeté le discrédit.

► M. Michel Laval est avocat au barreau de Paris.

SCIENCES

En travaillant sur des souris mutantes

L'Institut Pasteur a réalisé la première substitution fonctionnelle de gènes chez un mammifère

En remplaçant un gène par un autre dans des cellules embryonnaires, une équipe de l'Institut Pasteur est parvenue, pour la première fois au monde, à obtenir des souris mutantes dont la morphologie a été modifiée au cours de l'embryogénèse. Publiées dans les dernières livraisons des revues *Cell* (datée du 17 avril) et *Médecine/Sciences* (avril 1992), ces résultats s'appuient sur deux techniques récemment mises au point, qui ouvrent de nouvelles perspectives pour l'étude du développement embryonnaire et la compréhension des maladies héréditaires humaines.

Comment un amas de cellules indifférenciées, issues des divisions successives d'un œuf fécondé, s'organise-t-il pour aboutir à une ébauche embryonnaire formée d'une tête, d'un thorax, d'une colonne vertébrale? Dans cette métamorphose, l'une des plus mystérieuses de la biologie, on sait désormais qu'intervient un groupe très particulier de gènes, chargés de déterminer le devenir des cellules selon la région de l'embryon où

elles sont situées. Découverts chez la mouche drosophile à la fin des années 70, ces «homéotiques» existent également chez tous les mammifères. Une soixantaine ont été identifiées à ce jour chez la souris, et la liste n'est sans doute pas close. Mais l'on ignore encore pour l'essentiel la manière dont ils fonctionnent, ainsi que les anomalies de développement que peuvent provoquer leurs dérèglements.

C'est sur l'un de ces homéotiques de souris, appelé *Hox-3*, qu'ont porté les travaux de l'équipe de l'Institut Pasteur. Les chercheurs Philippe Brûlé, Hervé Le Mouéllic et Yves Lallemand (1) se sont appuyés sur deux techniques récentes, qui combinées l'une à l'autre, devraient désormais constituer un outil de choix pour le transfert de gènes animaux ou humains.

Greffe «au hasard»

La première, testée chez la souris depuis quelques années, consiste à travailler sur des cellules souches embryonnaires. Prélévées à un stade très précoce de l'embryogénèse, ces cellules ES (pour embryonic stem) ne sont pas encore spécialisées; cultivées en laboratoire, elles peuvent donc y recevoir un gène étranger, puis, une fois réin-

troductes dans un embryon, reprendre le cours normal de leur développement.

La seconde technique, dite de recombinaison génétique homologe, donne aux chercheurs la possibilité de «greffer» dans les chromosomes, de manière extrêmement précise, le gène étranger qu'ils souhaitent étudier. Pendant longtemps, en effet, la plupart des transferts de gènes pratiqués sur des embryons de mammifères (souris, vaches, moutons) étaient réalisés en introduisant ce gène «au hasard». D'où une perte de rendement considérable.

Délicate et complexe, mais de mieux en mieux maîtrisée par les biologistes moléculaires, la technique de recombinaison homologe permet désormais de contrôler combien de copies du gène sont introduites dans une cellule et de programmer le lieu de leur intégration. On peut ainsi insérer un gène donné en un endroit précis du génome receveur, sans risquer la modification indésirable d'autres gènes.

Par recombinaison homologe, les chercheurs français ont ainsi obtenu des souris dans lesquelles le gène *Hox-3* a été remplacé par un gène «marqueur» (l'insertion de gènes dans le développement de l'embryon mais permettant de repérer les cellules qui le conti-

ennent). «Toutes ces souris mutantes présentent une anomalie de certaines vertèbres, qui se sont transformées en prenant l'apparence de vertèbres plus antérieures», résume Hervé Le Mouéllic. Ainsi la perte du gène *Hox-3* a-t-elle transformé le devenir de toute une région embryonnaire, «en modifiant non pas la position, mais l'identité des cellules qui auraient dû exprimer cet homéotique».

Ces travaux, qui présentent un intérêt fondamental pour les embryologistes, pourraient également ouvrir d'importantes perspectives à la recherche biomédicale. Cette technique de substitution génique, très spécifique, permet en effet d'évaluer le rôle d'un gène dans des conditions physiologiques réelles. Elle devrait ainsi accélérer la mise au point de modèles animaux porteurs d'affections humaines héréditaires ou à incidence génétique, modèles qui manquent encore cruellement pour comprendre l'étiologie de nombreuses et graves maladies.

CATHERINE VINCENT

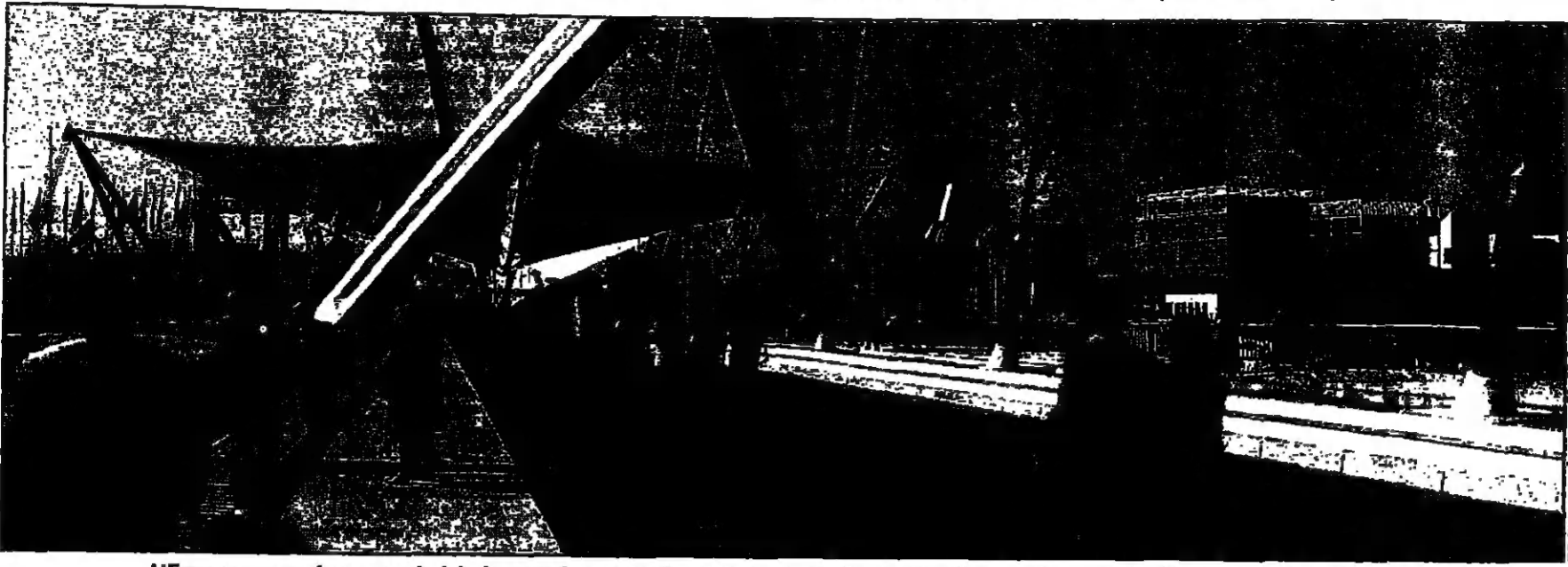
(1) Unité de génétique cellulaire de l'Institut Pasteur de Paris (associée au CNRS, URA 1148).

Le Monde

HEURES LOCALES

Espagne, pays des autonomies

L'Exposition de Séville met l'Andalousie à l'honneur au moment où les régions qui composent la péninsule Ibérique bénéficient de nouveaux transferts de compétences



L'Espagne se conjugue au pluriel, du nom de ses provinces autonomes, dont les pavillons se dressent derrière la porte de la Barqueta.

MADRID

de notre correspondant

DIT-ON dire une Espagne ou des Espagnes ? Plus que jamais cette nation, que quarante ans de franquisme ont maintenue dans un carcan centralisateur, se conjugue au pluriel. « En quinze ans, le pays le plus centralisé d'Europe est devenu l'un des plus décentralisés derrière des fédérations traditionnelles comme la Suisse et l'Allemagne », écrit le professeur de droit constitutionnel de l'université de Barcelone, M. Eliseo Aja. Ce juriste ajoute : « La transformation réalisée par la Constitution et les statuts d'autonomie a été énorme. Mais c'est surtout la Constitution de 1978 qui, en facilitant l'accession à l'autonomie, a été à l'origine de ce bouleversement puisque elle a donné un cadre juridique à des aspirations nationales qui existaient depuis longtemps déjà sur le territoire espagnol. »

Les particularismes régionaux sont en effet une vieille notion en Espagne. Ils correspondent à des sentiments nationalistes bien ancrés qui, encore aujourd'hui, font dire à un Castillan ou à un Galicien qu'il est d'abord de sa province avant d'être un Espagnol. Ce qui ne préjuge pas de l'indivisible unité du pays comme le prévoit la Constitution, qui reconnaît et garantit néanmoins « le droit à l'autonomie des nationalités et des régions... » et admet, dans son article 3, le caractère « officiel dans les communautés respectives des autres langues espagnoles ».

Un système à deux vitesses

Ce principe posé et la singularité autonome admise, comment donner satisfaction à des revendications régionales de plus en plus gourmandes sans mettre en péril l'unité de la nation ? C'est ce modèle qui a réalisé le régime socialiste de M. Felipe Gonzalez, impuissant, critiqué, original et équilibré, il a permis d'épouser certaines réalités sans froisser des susceptibilités tout en associant les autres partis politiques à sa définition et à sa mise en place.

C'est ainsi que le président du gouvernement et son adversaire politique le plus

direct, M. José Maria Aznar, ont signé, le 28 février, le « pacte autonome » qui va permettre à dix des dix-sept communautés autonomes d'augmenter considérablement leur pouvoir puisque trente-deux nouvelles compétences leur sont dévolues, ce qui représente le transfert de l'administration centrale à l'échelon local de près de 240 000 fonctionnaires. Certes, les autres partis n'ont pas encore signé le pacte, mais le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti populaire (PP) représentent à eux deux 70 % des votants.

Ce texte a prévu deux voies d'accès à l'autonomie. La voie rapide de l'article 151, en principe réservée aux trois régions qui ont un particularisme affirmé et une langue différente du castillan, à savoir la Galice, la Catalogne et, bien sûr, le Pays basque, qui d'entrée de jeu pouvaient revendiquer le maximum de compétences. A ces favoris, ces communautés dites « historiques », sont venues se joindre par exemple l'Andalousie et des provinces, pour « motifs d'intérêt national », comme les Canaries et le Pays valencien.

La voie lente de l'article 143, qui prévoit des compétences minimales dont la liste peut être élargie après cinq ans de pratique et concerne dix des dix-sept communautés, dont certaines se sont constituées à la surprise générale, comme la Rioja, célèbre pour son vin mais toute petite portion de territoire, ou Madrid, qui s'est dissociée de la Nouvelle-Castille.

Ces deux voies législatives constituent un système souple, évolutif, qui « s'est bien gardé de s'enfermer dans un cadre rigide dont toute modification compromettrait l'équilibre global et... qui se présente comme un véritable laboratoire expérimental », selon les termes utilisés par M. Frank Moderne, professeur à l'université Paris-I. Cette autonomie à la carte s'applique également aux compétences, qui peuvent varier suivant les régions, car il ne s'agit pas de paquets à prendre ou à laisser en bloc.

« Chaque communauté établit ses compétences, ses principes, droits et devoirs juridiques en accord avec ses besoins fondamentaux et sa personnalité nationale et régionale », constate M. Francisco de Carreras, professeur de droit constitutionnel à l'université autonome de Barcelone. Le processus est entièrement ouvert jusqu'à ce que

soit atteint un plafond de compétences, lequel est lui-même quelque peu flou puisque l'article 149 énumère les prérogatives de l'Etat, au nombre de trente-deux, mais certaines peuvent être exercées conjointement par le gouvernement central et les autonomes.

Le fonctionnement institutionnel de ces autonomies est calqué sur celui de l'Etat, avec : une assemblée législative, dont l'appellation varie suivant les régions et qui est élue au suffrage universel selon un système de représentation proportionnelle ; un exécutif composé d'un conseil de gouvernement et d'un président élu par l'assemblée et nommé par le roi ; enfin, un tribunal supérieur de justice sur lequel le Tribunal suprême a autorité.

Le privilège de lever l'impôt

Le point le plus important reste bien sûr les finances. Le Pays basque et la Navarre ont toujours eu un statut à part et peuvent, pour des raisons historiques, recouvrer l'impôt, sur lequel les administrations prélèvent une partie avant de reverser le reste à l'Etat. Les autres communautés sont régies par un accord complet, signé en 1986 après bien des turbulences. Cet accord est venu à expiration à la fin de l'année dernière, et le nouveau n'est pas encore complètement finalisé. Il conditionnera en grande partie le devenir des autonomies. La Catalogne voudrait par exemple bénéficier du privilège de lever l'impôt, tandis que d'autres communautés plus pauvres, comme l'Estrémadure, exigent que l'Etat répartisse les ressources.

En 1991, la totalité des budgets des communautés se monte à près de 6 milliards de pesetas (environ 324 millions de francs), soit 25 % des dépenses de toutes les administrations publiques. Le nombre des fonctionnaires atteint 565 000. Des chiffres qui illustrent l'ampleur du transfert de compétences, qui n'est pas sans provoquer certains gaspillages.

La complexité du système a permis d'en corriger rapidement les imperfections et d'adapter les structures aux nouvelles réalités. Un monde en constant mouvement qui, comme le fait remarquer M. Pedro Cruz Villalon, professeur de droit constitutionnel à l'université de Séville, contribue à « dynamiser la politique espagnole ».

La flexibilité, qui avait été résumée par la formule « café pour tous », va-t-elle permettre d'uniformiser les compétences et les prérogatives de chaque communauté selon un statut unique ? On n'en est pas encore là, même si les dix régions de la « voie lente » viennent de ratifier leur retard avec la signature du « pacte autonome ». Il ne leur manque plus que d'assurer la gestion des services de santé, de police et d'éducation (le transfert de cette dernière a lieu au terme d'un processus de cinq ans) pour faire pratiquement jeu égal avec les communautés historiques.

Au Pays basque, par exemple, le statut d'autonomie accordé en 1979 a permis de mettre en place un ensemble administratif et économique qui jouit d'une grande capacité de décision. Cette province contrôle l'écrasement, la police, les ports, l'agriculture et dispose de deux chaînes de télévision. Un long chemin a donc été parcouru, mais il est loin d'être terminé. Comment parachever l'œuvre sans provoquer une dérive dangereuse, que certains dénoncent déjà comme une « atomisation de l'Etat » ?

Les événements dans les pays de l'Est avaient entraîné une surenchère nationaliste. L'exemple des pays baltes, devenus indépendants avant-il provoqué des envieux chez les Basques et les Catalans ? Le pragmatisme a, depuis, repris le dessus, et cette flambee revendicative s'est traduite par des exigences financières plus grandes et de nouvelles revendications de compétences. Le président de la Junta de Galice, M. Manuel Fraga Iribarne, a proposé, le 10 mars, que les « nationalités historiques » se convertissent en « administrations uniques » sur leur territoire respectif, c'est-à-dire contrôlent tous les services de l'Etat, à l'exception de ceux qui lui sont constitutionnellement réservés. Il est revenu à la charge le 12 avril, affirmant le souci « d'une efficacité plus grande et d'une duplication inutile ».

Comment le modèle évoluera-t-il ? Il est vraisemblable que certaines institutions centrales, comme le Sénat, seront modifiées et qu'il faudra harmoniser les liens entre le pouvoir central et les autonomes. Le système de la charge le 12 avril, affirmant le souci « d'une efficacité plus grande et d'une duplication inutile ».

MICHEL BOLE-RICHARD

Adieu l'armée

L'HISTOIRE pourrait être racontée comme une fable à la morale amère : le gouvernement Cresson avait donné l'ENA à Strasbourg ; le gouvernement Bérégovoy lui enlève ses militaires. L'annonce par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, de son plan de restructuration des forces armées a fait l'effet d'une bombe dont les ondes de choc n'ont pas fini de se répandre non seulement en Alsace, mais sur l'ensemble des 93 communes qu'il affecte et qui commencent seulement à compter leurs soldats... et leurs emplois perdus.

Réactions unanimes exprimées en des termes plus ou moins virulents. Jean-Jacques Weber, député UDF du Haut-Rhin : « C'est la bombe à neutrons » ; François Léotard, député et maire UDF de Fréjus : « La fermeture de notre base, c'est des familles qui souffrent et une ville qui s'appauvrit » ; la CFDT de Cherboug : « Le premier ministre a dit que la lutte contre le chômage était sa priorité, or il commence par supprimer des emplois dans un secteur qui dépend de l'Etat... »

Le Nord et l'Est, vieilles régions de garnisons, sont, bien entendu, les plus touchées par le premier train de mesures de restructuration du dispositif militaire qui, à partir de juillet 1993, portera sur 24 000 militaires et 4 750 civils. Les premières protestations viennent, bien entendu, des élus de l'opposition.

Il est bien certain que les conséquences, pour plusieurs responsables locaux, de dispositions qui peuvent paraître partiellement justifiées sur le plan national seront très sévères. Un exemple : l'unité de terrain de Picardie, d'ici à 10 000 emplois directs et 5 000 indirects, soit au total 2 % de la population active dans une région où 10 % de celle-ci sont au chômage. Mais, au-delà de l'événement, deux questions d'ordre plus général méritent d'être posées.

Les mesures annoncées l'ont été dans le cadre du plan Armées 2000, qui n'était pas instantané. Elles sont considérées comme d'autant plus surprenantes qu'elles sont plus douloureuses. Pour être avertis-elles ont été préparées par une meilleure concertation avec les intéressés. Mais le ministre de la défense pouvait-il s'engager dans de longues négociations alors qu'il n'avait, sur le fond et sauf à renoncer à son plan, rien à négocier ?

Ce nouveau coup qui frappe des dizaines de communes et de départements n'est finalement que le contre-coup d'un phénomène plus vaste : le désengagement progressif de l'Etat, qui retire son soutien économique aux collectivités locales après leur avoir transféré certaines de ses compétences politiques. Une sorte de décentralisation à l'envers qui ne peut qu'accroître et rendre plus ardue, pour les élus locaux, l'exercice de leurs responsabilités.

J.-F. S.

Bordeaux réduit ses dépenses

La municipalité de Jacques Chaban-Delmas accuse l'Etat de l'obliger à diminuer ses investissements

BORDEAUX

de notre correspondant

DÉPENSES revues à la baisse, ralentissement des investissements et pressions fiscales en nette augmentation (+ 15,90 %) : le budget primitif 1992, qui s'élève à 1,8 milliard de francs, a été présenté par la municipalité de Jacques Chaban-Delmas comme celui d'un « paquebot qui décélère avant l'accostage ». L'« adaptation » contraint notamment à réduire de 40 millions de francs les investissements par rapport à 1991.

Le personnel qui part en retraite ne sera pas remplacé. Des équipements qui étaient promis depuis plusieurs années déjà sont repoussés : un auditorium, un nouveau pont sur la Garonne, un bâtiment neuf pour abriter le Musée des beaux-arts, sans parler de l'aménagement des quais,

qui était également à l'étude depuis plusieurs années. En revanche, 8 millions de francs sont consacrés à l'édification d'un planétarium et 10 millions de francs à l'aménagement du Musée de la plaisance, dans l'ancienne base sous-marine de Bordeaux. Les « dépenses compressibles » ont été revues à la baisse. « La ville, indique la mairie, ne peut aller au-delà de ces efforts d'économie sans mettre en péril l'existence d'un certain nombre de services, ou pour le moins réduire les services rendus. » Le budget primitif 1992, qui représente 30 % des dépenses de fonctionnement de la commune, c'est-à-dire la part la plus importante de ses dépenses, n'est pas épargné. Le Centre dramatique national du port de la Lune, le Festival Sigma et la plupart des troupes subventionnées subissent une baisse de 20 % de leurs subvendes.

Mais Bordeaux continue de miser sur son Orchestre symphonique, dirigé par Alain Lombard, pour

« assurer une dimension internationale à la ville dans le domaine de l'art lyrique ». L'Orchestre et le Grand Théâtre bénéficient d'un budget de 139,7 millions de francs. Le Musée d'art contemporain enregistre également un bon financier : sa subvention passe de 4,5 à 10 millions de francs. Enfin, Bordeaux consacre 11 millions de francs aux Florilèges internationales, une manifestation qui a lieu jusqu'au 27 avril.

9,2 millions de francs pour les Girondins

Dans le domaine sportif, les Girondins de Bordeaux ne sont pas oubliés. Le club de football actuel, qui fut repris par Alain Afflelou après la déconfiture de l'équipe Bez, bénéficie d'une subvention de 9,2 millions de francs, soit 900 000 francs de plus qu'en 1991. En outre, la ville acquiert pour 1,5 million de francs un immeuble

qui appartient à l'ancien club afin d'y loger le nouveau. Surtout, Bordeaux continue de payer les annuités des emprunts (soit 8,2 millions de francs) garantis pour le club de M. Bez pour des acquisitions d'immeubles et des achats de joueurs. Tous ces éléments n'ont évidemment pas échappé à l'opposition municipale qui, tous groupes confondus (PC, PS, Verts, et Front national), s'est prononcée contre le budget primitif 1992. Les Verts ont notamment mis l'accent sur « les garanties d'emprunt données à la légère ». Le Parti socialiste affirme, quant à lui, que « la ville est au bord du gouffre à cause de méthodes de prévisions budgétaires erronées ». Au contraire, pour Jacques Chaban-Delmas et ses adjoints, « ce budget n'est difficile que par la seule faute de l'Etat », qui a diminué sa dotation globale de fonctionnement et ponctionne Bordeaux au titre de la dotation de solidarité urbaine.

GINETTE DE MATHA

Menaces sur les enseignes

Interdictions et taxes s'accumulent sur cette nouvelle forme de communication commerciale

CES saisons dans lesquelles défilent des messages en lettres lumineuses qui annoncent les heures d'ouverture et les spécialités des magasins se sont multipliées ces dernières années. Ils affichent souvent, en alternance avec ces messages, l'heure et la température extérieure. Ces enseignes commerciales animées ont fait leur apparition aux Etats-Unis. Elles sont l'application commerciale, à échelle réduite, du journal lumineux à ampoules qui informait en direct, juste après la guerre, les voyageurs qui sortaient de la gare Saint-Lazare.

Depuis dix ans, ces systèmes d'affichage se sont répandus dans les villes. La plupart sont installés derrière les vitrines des magasins, mais quelques-uns remplacent les enseignes traditionnelles et affichent même leurs messages lumineux perpétuellement sur façades. On en a vu apparaître sur certains bâtiments municipaux pour annoncer des événements locaux ou des heures d'ouver-

ture de services publics. C'est probablement pour éviter les excès que des municipalités ont commencé à réglementer, voire à interdire, et, presque toujours, à taxer ces nouvelles enseignes. Elles l'ont fait, pour la plupart, après les avoir tolérées pendant quelque temps. Ces formalités administratives et ces taxes ont découragé des commerçants qui avaient été séduits par cette nouvelle forme de communication.

D'abord produits par des sociétés implantées en Extrême-Orient, ces écrans à diodes électro-luminescentes sont aujourd'hui fabriqués par des sociétés françaises. Celles-ci ont réussi à en diminuer la taille et en ont fait baisser les coûts. L'entreprise Sayag Electronic, créée en 1983 avec une quarantaine de salariés pour fabriquer et commercialiser de tels équipements, a d'abord connu un développement spectaculaire.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Lire la suite page 10

HEURES LOCALES

REPÈRES

BRETAGNE
Un aéroport international
à Brest

BREST a inauguré, le 8 avril, son aéroport, devenu international. L'Etat, les collectivités locales et la chambre de commerce et d'industrie (CCI) ont financé les 89 millions de francs de travaux nécessaires au réaménagement de la piste et à l'installation d'un dispositif d'atterrissage tout temps.

Cet aéroport assure déjà un trafic de 500 000 passagers par an, surtout à destination de Paris, assuré par Air Inter (six rotations par jour). L'enjeu pour la CCI de Brest, gestionnaire de l'aéroport, est maintenant le développement du fret international. Des gros porteurs à pleine charge peuvent à présent atterrir à la pointe de Bretagne. En 1990, une expérience de transport de produits agricoles à destination de Montréal avait été tentée, mais la ligne, supportée par les collectivités, a dû être abandonnée faute d'une rentabilité suffisante. L'expérience a permis d'acquiescer des compétences qui ont été précieuses au moment des fêtes de fin d'année lorsque 260 tonnes de bœufs en provenance du Canada ont transité par Brest.

La CCI vise à présent les Antilles pour l'approvisionnement en viande, et aussi le Japon pour des exportations de produits agricoles. Un accord portant sur l'expédition de carcasses de porcs dans ce pays est en négociation. Cette infrastructure doit permettre de rééquilibrer l'ouest par rapport à l'est de la Bretagne, plus proche des grands centres industriels.

HAUTE-NORMANDIE
Les quais de Rouen
se fondent

PARTIELLEMENT épargnés par les bombardements de 1944, quelques 800 mètres de quais du port de Rouen partent en lambeaux. Construits il y a cent cinquante ans sur des pieux en bois, ils avaient bien résisté à l'épreuve du temps, malgré les variations quotidiennes du niveau de l'eau provoquées par la marée, les pieux étant régulièrement immergés.

Selon les techniciens, la sécheresse persistante les a mis au second plan pendant une période trop longue. Résultat : ils se sont fondus ou écroulés. Au total, 4 800 mètres de quais sont à refaire. Une première estimation porte à 240 millions de francs le coût total de la refonte, que devraient supporter le Port autonome de Rouen et les collectivités locales.

Cette dégradation n'a que peu d'incidence sur la vie portuaire puisque les navires de haute mer ont abandonné les docks attenants pour des installations modernes en amont. Mais elle inquiète la ville et la chambre de commerce et d'industrie, qui souhaitent construire, dans le secteur touché, une gare maritime pour les paquebots de croisière, nombreux les 120 kilomètres de Seine qui séparent la mer de la capitale normande.

ILE-DE-FRANCE
Bientôt un centre
de tri postal
à Roissy

EN partenariat avec Aéroports de Paris (ADP), La Poste réalise actuellement un centre de tri, de transit du courrier et du fret postal sur 17 hectares dans la zone de fret de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. L'achèvement des travaux est prévu à l'automne, ce qui devrait améliorer l'acheminement des lettres et paquets en partance ou à destination de l'île-de-France et des dix-sept départements qui lui sont rattachés. Coût de l'investissement : 250 millions de francs.

Implanté au bord des pistes, ce complexe regroupera un ensemble d'installations et de bâtiments dont un centre de tri postal de 14 000 mètres carrés, un centre d'exploitation et de transit pour la SFMI-Chronopost de 14 000 mètres carrés, et un bâtiment d'exploitation de 1 200 mètres carrés sur deux niveaux réservés à l'aéropostale. Il sera desservi par quinze lignes aériennes. Conscients de constituer une gêne supplémentaire pour les riverains, la gestion des déchets, les énergies renouvelables et la communication. Energie-Cités est, modestement financée par l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (1,2 million de francs), les Communautés européennes (0,7 million de francs), la région Île-de-France (0,4 million de francs) et la ville de Besançon.

► Energie Cités, 2, chemin de Palente, 25000 Besançon. Tél. : 81-50-73-49.

Les lapins de l'Hérault seront sauvés
par les « puces vaccineuses »

Un laboratoire va élever les insectes capables d'immuniser les rongeurs en liberté contre la myxomatose

MONTPELLIER
de notre correspondant

EN cette année 1976, le fil à l'épave, Auguste Comte, professeur de chimie à l'université de Montpellier, se pencha sur les champs de la région Languedoc-Roussillon. Pas un lapin à l'horizon, ou parfois seulement un de ces cadavres sur pattes agonisants, la tête boursouflée par la myxomatose. Ses amis toulousains, les professeurs Pierre Saurat et Yves Gilbert, viennent de découvrir le SG 33, un vaccin à base d'une souche de myxomatose atténuée qui va vite renforcer l'efficacité de l'ancien vaccin. Mais seuls les élevages vont pouvoir bénéficier de cette nouvelle protection. Il semble inconcevable de pouvoir capturer des milliers de lapins sauvages pour les vacciner avant de les relâcher.

Craignant de voir son passe-temps favori disparaître à terme faute de gibier, le Montpellierien décide donc de passer à l'action. Au terme d'un constat assez cynique, il estime que, pour sauver la chasse, il faut d'abord sauver les proies. Il va alors créer l'Association nationale des chasseurs de lapins et de défense des chasses traditionnelles (ANCLATRA). A force de démarcher fédérations et sociétés de chasse en France, cette association réussit à recueillir des fonds faibles mais suffisants (environ 300 000 francs par an) pour aider financièrement les laboratoires et instituts de recherche qui travaillent déjà sur le sujet.

Mais pourquoi laisser à d'autres ce que l'on peut faire soi-même ? Et c'est à l'occasion d'un voyage en Australie que germe l'idée géniale. « Les Australiens avaient déjà démontré que les puces pouvaient transporter le virus de la myxomatose. Pour stopper la prolifération des lapins, ils enseignaient des zones gélives avec des puces contaminées », explique Auguste Comte. Si les puces pouvaient transporter le virus et détruire les lapins, pourquoi pas du

vaccin, et les sauver ? Il nous suffirait d'essayer de faire l'inverse.

A Toulouse, le professeur Saurat se met au travail. En 1987, après un premier échec, il décide de tremper les puces dans une solution de vaccin très concentrée. Il découvre alors qu'il suffit de tremper un millier de puces, soit 1 centimètre cube, dans une solution virale pendant trente secondes pour qu'elles chargent leur rostre en liquide.

Un brevet
déposé

Une fois lâchées à proximité des lapins, elles retrouvent l'animal, rentrent leur rostre sous sa peau, et inoculent du produit en quantité suffisante pour le vacciner. La puce se charge de transporter le virus pendant plusieurs jours. Le brevet de la découverte sera déposé pour la France, l'Espagne et l'Italie.

Mais il faudra encore cinq ans de travail et de patience. Et c'est en mars 1991 qu'a été portée sur les fonts baptismaux une nouvelle association, baptisée Bio-Espace, une émanation de l'ANCLATRA, administrée par des représentants de sociétés de chasse de soixante-sept départements en France et une trentaine de fédérations. Elle s'est fixée pour objectif de passer d'ici trois ans du stade de la recherche au stade de la production de puces. Soutenu par l'idée, le conseil général de l'Hérault a décidé de lui fournir des locaux dans la maison de l'environnement à Rastignac, au nord de Montpellier.

C'est là que sera bientôt installé le nouveau laboratoire de Bio-Espace. Ce projet dispose d'un budget de 1,3 million de francs, renouvelable pour trois ans. « Le discours des chasseurs a intégré la préservation de la nature. Il correspond donc à notre démarche d'aménagement et de protection des espaces naturels », remarque Louis-Villaret, président de l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

BLOC-NOTES

► **Energie et urbanisme.** — L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) organise un colloque intitulé : « Énergie et urbanisme : quel rôle pour les collectivités locales ? », mercredi 22 avril, à Bruy-la-Buissière (Fas-de-Caleis). Les participants assisteront de mettre en évidence l'importance de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie dans la définition des politiques d'urbanisme. ► Renseignements au (01-1) 47-85-20-00.

► **Réseaux de villes.** — La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) organise des rencontres européennes des réseaux de villes, le mardi 28 avril, à Mulhouse. Au programme : l'histoire de ces réseaux, leur structure géographique, leur rôle dans l'espace communautaire, l'importance des acteurs économiques. Pour éclairer le débat, la DATAR vient de publier un ouvrage intitulé : « Histoire des villes en réseau ». ► Renseignements au (01-1) 43-55-33-60.

► **Europe et finances locales.** — L'Union des dirigeants territoriaux de l'Europe (UDITE) tiendra ses troisièmes Assises à Venise, samedi 2 mai. Cette réunion doit être l'occasion d'évoquer « les finances dans les collectivités locales en Europe ». L'UDITE est dirigée par M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secrétaires généraux et directeurs généraux des collectivités territoriales. ► Renseignements au (01) 83-37-65-01.

ciation vient d'embaucher un virologue et un entomologiste.

Mais si le chantier avance, le bout du tunnel est encore loin. Pour pouvoir lancer dans la nature les puces vaccineuses aux trousses des lapins de garenne, Bio-Espace devra obtenir du ministère de la santé une autorisation de mise sur le marché, « comme pour tout produit vétérinaire », précise Ferdinand Jaoui, administrateur de la fédération de chasse de l'Hérault. « Nous mettons tous les atouts de notre côté, à commencer par le laboratoire, qui sera aux normes du ministère. Mais il faudra sans doute trois ans pour boucler le dossier. »

Outre la lutte contre la myxomatose en milieu naturel, Bio-Espace va intensifier les recherches déjà entreprises sur la *Virale haemorrhagique disease* (VHD), un autre virus dévastateur identifié il y a cinq ans en Espagne, qui provoque une hémorragie pulmonaire et la mort de l'animal en vingt-quatre heures. Il existe aujourd'hui un vaccin réalisé à base de souches mortes, mais il ne se prête pas pour le moment au support des puces. Des laboratoires travaillent déjà dans ce domaine en France, en Espagne, en Allemagne et en Chine.

Quelques bénévoles viennent nuancer l'optimisme des chasseurs héraultais. « Les puces ne multiplient pas le virus », remarque un vétérinaire, « ce qui limite leur efficacité dans le temps et géographiquement. » Mais personne ne semble remettre en cause l'intérêt scientifique du procédé. De leur côté, les chasseurs font miroiter un débouché industriel à ce type de recherches, précisant que le marché est porteur en Europe et au-delà. C'est aussi ce qui a séduit le conseil général et Louis Villaret. « On a l'exemple ici d'une association entre l'Université, la recherche et le quotidien à travers la chasse. C'est aussi notre mission que de favoriser ce type de transfert de technologie. »

JACQUES MONIN

TEXTE

► **La filière sportive.** — Le Journal officiel a publié, vendredi 3 avril, les décrets indiciaires qui réglementent la filière sportive de la fonction publique territoriale. Ces textes donnent un statut, ainsi que des perspectives de carrière, aux 30 000 personnes employées par les collectivités locales dans le secteur du sport (le Monde dans 5-6 janvier 1991). Ils aménagent le sort des maîtres-nageurs et des moniteurs titulaires d'un brevet de premier degré, qui passent de la catégorie C à la catégorie B ; enfin, ils créent une catégorie A.

Menaces
sur les enseignes

Suite de la page 9

Elle employait en 1990 deux cents personnes et réalisait une centaine de millions de francs de chiffre d'affaires. Devant le véritable effondrement des commandes consécutif à la mauvaise conjoncture, mais aussi aux tracasseries administratives, la société Sayag Electronica a dû engager en 1991 un plan de restructuration et réduire ses effectifs à soixante-quinze salariés.

M. Jean-Pierre Sayag, PDG et fondateur de la société, dans laquelle il a investi toutes ses économies, s'est engagé à dénoncer le flou d'une réglementation qui per-

met, selon lui, « aux autorités locales de décider arbitrairement de l'autorisation ou de l'interdiction, et de la taxation des journaux lumineux ». Il a déposé, au nom de sa société, une centaine de recours devant les tribunaux administratifs. Sur les treize jugements déjà rendus, neuf admettent un abus de pouvoir de la part des élus.

En effet, si certaines villes comme Amiens ou Aix-en-Provence ne réclament pas de demande d'autorisation pour des enseignes installées à l'intérieur d'une propriété privée, la plupart des services municipaux exigent qu'une demande d'autorisation soit formulée avant toute implantation. La ville de Marseille, considérant que les journaux lumineux sont de la publicité, interdit leur installation sur les façades. Selon les villes, les services municipaux se réfèrent à des textes très divers. La mairie de Strasbourg applique « un règlement de la pose d'enseignes et de réclames » qui date du 25 juin 1936. La ville de Lyon se réfère à un décret de 1964 pour justifier une demande d'autorisation. Le service de la publicité et des droits de voirie de la ville de Paris tient compte du code des communes et du code de la voirie routière pour exiger une autorisation préalable

et imposer des taxes sur cette forme d'enseigne.

La loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes définit précisément les enseignes comme « toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ». Le ministère de l'intérieur a tenu, en août 1989, à faire référence à cette loi pour rappeler que « l'installation d'une enseigne n'est soumise à autorisation que sur les monuments historiques et sur les sites classés ou inscrits, ainsi que dans les zones dites de publicité restreinte ». La société Sayag s'appuie sur une décision du Conseil d'Etat du 24 juillet 1981 pour qualifier d'illégaux les droits de Paris sur les enseignes lumineuses, et rappelle également que les taxes sur les enseignes, balcons, loggias... prévues par la loi du 13 août 1926 ont été supprimées en 1974. D'autant qu'il existe déjà dans la capitale une taxe sur les affiches publicitaires qui, au terme du code des communes, est exclusive de la taxe sur les enseignes publicitaires.

Cette polémique montre que les réglementations peuvent être rapidement dépassées par l'arrivée de nouvelles technologies. Car, si les fabricants et les installateurs d'enseignes lumineuses ont sans doute raison de dénoncer une mauvaise interprétation de la loi, une nouvelle réglementation s'impose pour éviter la prolifération anarchique d'enseignes dans les villes.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Le Val-d'Oise
à la découverte de son passé

Une étude géologique permet de retrouver les paysages du quaternaire

COMPRENDRE le passé pour bâtir l'avenir : tel est l'objectif de l'étude sur « le quaternaire dans le Val-d'Oise » réalisée entre avril 1989 et mars 1991 par deux spécialistes du centre de géomorphologie de Caen, et de celle des dépôts d'alluvions le long des rivières du département. Les exploitations de gravières, le long de l'Oise, notamment à L'Alc-Adam et à Cergy, ont permis de reconstituer, grâce à la découverte de silex et d'ossements, une berge de la rivière d'il y a près de cent mille ans.

Cette étude est un véritable inventaire de ces gisements. Elle donne lieu à une exposition : « 120 000 ans de paysages en Val-d'Oise », qui se tient, jusqu'au 17 mai, dans l'abbaye cistercienne de Maubuisson, à Saint-Ouen-l'Aumône. L'étude des géomorphologues, qui a coûté 1 million de francs, servira de base au service départemental d'archéologie du Val-d'Oise (SDAVO) pour signaler, avant toute ouverture de chantier, les zones susceptibles de renfermer encore des vestiges préhistoriques. Tous les organismes concernés par l'urbanisation du département, c'est-à-dire l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (EPA), le Comité d'expansion économique du Val-d'Oise (CEEVO), l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), ont reçu le rapport scientifique — un peu plus de deux cent cinquante pages — de Hervé Halbout et Patrick Lebert.

Le président du conseil général, Jean-Philippe Lachenaud (UDF), souhaite que ces organismes tiennent compte des résultats de cette étude : « Le département du Val-d'Oise est un secteur à hauts risques, en raison des nombreux travaux prévus dans les prochaines années. Risques pour les richesses contenues dans les différentes couches sédimentaires, qui permettent de comprendre l'environnement ancien. L'histoire du sol doit désormais faire partie intégrante du raisonnement d'un promoteur, explique Philippe Soulier, directeur du SDAVO. Jusqu'à présent, nous n'avions ni grands moyens ni vue d'ensemble du sous-sol pour éviter à temps toute destruction. Le schéma d'aménagement de l'Île-de-France devrait en tenir compte. »

L'exposition distingue les quatre grands ensembles topographiques du département : Vexin français, vallée de l'Oise, vallée de Montmorency et plaine de France. Elle permet de comprendre la formation et l'évolution du paysage depuis la dernière glaciation, il y a quelque cent vingt mille ans jusqu'à l'actuelle période interglaciaire, qui a commencé il y a dix mille ans. L'exposition montre la formation

La faune et la flore
de la période glaciaire

Parmi les autres documents exposés : la première carte de profil en long de la vallée de l'Oise. De très nombreux chantiers qui étaient en cours durant les deux années d'étude des morphologues leur ont permis d'enrichir leurs données. Une carte au 1/25 000 a été dressée d'après les images infrarouges prises par satellite. Un panneau retrace la dernière — et actuelle — ère géologique de la Terre et montre l'apparition du bœuf, du noisetier, du chêne, puis du hêtre et du charme, ainsi que les changements dans les espèces animales.

Des dessins et des aquarelles d'Agnes Fontaine, dessinatrice au SDAVO, reconstituent les paysages, la faune et la flore qui se sont succédés dans le Val-d'Oise pendant les périodes glaciaire et interglaciaire. On y voit des rhinocéros laineux, des lapins des neiges, des sangliers, des mégalocéros. On peut manipuler les différents types de matériaux (limons, gysses, argiles, sables). De nombreux objets sont exposés : outils, morceaux de sarcophage mégalithiques, carreaux de plâtre originaire d'une cave gallo-romaine du carcé Sainte-Monoreine à Taverny, molette d'un épiant antique trouvée à Cergy, dents de cheval du début de l'époque interglaciaire, et une défense de mammoth fossilisée « découverte » à Guernes (Yvelines).

Pour intéresser le plus grand nombre de jeunes à ces problèmes, un montage audiovisuel a été adressé aux collèges et lycées du département. Des visites de l'exposition et des animations dans les classes primaires ont été proposées aux enseignants, avec réunions pédagogiques à l'appui.

JACQUELINE MEILLON

► « 120 000 ans de paysages en Val-d'Oise », abbaye de Maubuisson, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. Tél. : 34-64-21-20. Ouvert au public les mercredis, vendredis et samedis de 10 heures à 18 heures, dimanches de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mai 1992.

LUNDI 19 avril (daté mardi 20)

Le Monde

L'ÉCONOMIE

SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE

Le poids économique de l'Exposition et ses retombées en Andalousie. L'économie espagnole

وكت من النخيل

SOCIÉTÉ

Le Val-d'Oise
la découverte de son passé

ENVIRONNEMENT
L'aménagement de la Loire
Le gouvernement
propose
la reconstruction
du barrage
de Rochebut (Allier)
MOULINS

de notre correspondant

Après la décision du gouverne-
ment de ne pas construire le bar-
rage de Chambochard (Le Monde
du 2 avril 1991), on s'interrogeait
sur la faisabilité de la solution
alternative proposée : la recon-
struction du barrage EDF de
Rochebut, situé sur la Tardes, un
affluent du Cher, en amont de
Montluçon (Allier). Le préfet de
l'Allier, M. Eric de Grémont, a
levé les derniers doutes en pré-
sant, vendredi 17 avril, les pre-
mières conclusions de l'avant-pro-
jet de reconstruction du barrage de
Rochebut.

Après l'abandon du barrage de
Serre-de-la-Fare (Haute-Loire),
obtenu en haute lutte par les éco-
logistes, le projet de Chambochard
était considéré par les élus de
Montluçon, M. Pierre Goldberg
(PC), par le maire de Tours,
M. Jean Royer (non inscrit), prési-
dent de l'EPALA (Etablissement
public d'aménagement de la Loire
et de ses affluents) et par les or-
ganisations agricoles désireuses de
développer l'irrigation dans la cam-
pagne berrichonne. M. Goldberg,
président de l'EPALA, a été sou-
haitable de sa ville, souhaitait un
ouvrage d'une capacité minimum
de 100 millions de m³, mais le
gouvernement a estimé qu'une
capacité de 70 millions de m³ suf-
fisait largement aux besoins.

Les études présentées par le pré-
fet confirment la faisabilité du pro-
jet de Rochebut, tant au plan
technique qu'en matière d'impact
sur l'environnement. Le coût de
reconstruction du barrage EDF,
581 millions de francs, ne révèle
même inférieur à celui du projet de
Chambochard (570 millions de
francs). « La reconstruction des études
montre qu'une capacité supplémen-
taire de trente millions de m³ de
cubés à Chambochard était sus-
ceptible de faire passer le barrage
de Rochebut de simple ouvrage de
régulation à barrage à vocation
multi-fonction, il ne s'agit pas d'avoir
un grand barrage, il faut pouvoir le
remplir... », a précisé le préfet de
l'Allier, en avançant la date de
déclaration d'utilité publique.

JEAN-YVES VIF

L'ADEME lance
le label « retour »

Pour inciter à réduire la masse
toujours plus grande des déchets,
les pouvoirs publics s'efforcent
d'encourager la reprise par les
fournisseurs des matériaux usés.
A cet effet, le président de
l'Agence de l'environnement et de
la maîtrise de l'énergie (ADEME),
M. Michel Mousset, a lancé offi-
ciellement, jeudi 14 avril, le nou-
veau label « retour ».

Ce label - un boomerang rouge
sur fond noir - est réservé aux
industriels qui en feront la
demande et qui s'engageront à
respecter un cahier des charges
centré sur deux points : la pro-
tection de l'environnement et la qua-
lité du service proposé au client.
Ainsi, les industriels se sont déjà
engagés à récupérer les CFC
(chlorofluorocarbones) des cir-
cuites électroniques ; à bien ré-
cupérer les batteries ; à per-
mettre la récupération du matériau
par le fournisseur pour le recyclage.
L'objectif : l'ADEME lance le label
« retour » cinquante d'entreprises
en 1993.

► ADEME, 27, rue Louis-Vicent,
75015 Paris. Centre d'Angers :
2, Square Lafayette, B. P. 406,
49004 Angers Cedex 01. Tél :
41-20-41-20.

EN BREF

► Tentative d'attentat au
régional d'Aquitaine. - Deux bâtons
d'explosifs programmés pour être mis
à feu samedi 18 avril à 4 h 45 ont été
déclenchés quelques instants avant
leur déclenchement contre un mur
des locaux du conseil régional d'Aqui-
taine à Bordeaux. Le concierge, aper-
cevant un colis suspect, a appelé la
police, et l'engin a pu être neutralisé.
Samedi, en fin de matinée, aucune
revendication n'était parvenue au
conseil régional, qui n'avait jamais
reçu de menaces particulières.
► L'assassinat du berger de
Castellon remis sous mandat de dépôt.
- La chambre d'accusation de la cour

RELIGIONS
Le réalisme inouï
de Pâques

Suite de la première page

Fraude vis-à-vis de la foi. Qu'il
suffise de rappeler - et de saluer -
la saine méfiance que l'Eglise
apporte aux affirmations visant à
transposer dans le domaine scienti-
fique les « vérités » dont elle a
la garde. Dans ce genre d'exercice,
les athées peuvent plus facilement
leur compte que la religion.

Il reste que depuis ses débuts, la
religion chrétienne a littéralement
joué son jeu sur la croyance dans
l'incroyable résurrection des corps ;
que depuis les premiers siècles de
la prédication, cette croyance
extraordinaire a rencontré le plus
grand scepticisme. Ce double
constat conduit à se poser deux
questions. Pourrait-il que l'ex-
travagance de la promesse et sur-
tout la perception qu'on a de sa
folie, n'ait finalement pas grand-
chose à voir avec le progrès des
connaissances, notamment scienti-
fiques ? Prudemment, nous irons
plus loin dans l'interrogation.
Serait-il possible de plaider que
l'infaillibilité, tout en gardant
son caractère massif et irrémédia-
ble, aurait, d'un minuscule petit
degré, reculé plutôt qu'avancé ?
Voilà la première question.
La seconde est relative à l'actualité.
On peut s'exprimer ainsi, et
notre résurrection : dans quelle
mesure ce dogme, si l'on y réfléchit,
apporte-t-il une réponse (1) en un
évidentement beaucoup d'autres
aux interrogations de notre temps.

Un pari
indivisible

Qu'il y ait un pari, un pari
indivisible, dans l'affaire d'une
résurrection pour les hommes,
Paul a bien pu le pressentir beaucoup
plus haut que quiconque : il ne faut
pas le faire par la mort. Il en fait l'argu-
ment central de sa proclamation :
« Si l'homme n'est pas résuscité, les
morts, Christ non plus n'ont pas res-
suscités... » (1). Autrement dit, le
christianisme, s'il n'inverse pas les
termes du célèbre syllogisme (« tous
les hommes sont mortels, or je suis
un homme, donc... ») n'en remet pas
en cause le principe. Qu'un seul
homme, son destin fût-il le plus
exceptionnel qu'on puisse imagi-
ner, fût-il même n'en résulterait pas.
Admettre une exception, ce serait
faire du Fils de Dieu fait homme
un personnage magique.

Du degré de réalité de la ré-
surrection de Jésus dépend le degré de
réalité du retour à la vie de tous.
Si la première n'est qu'un
mythe, le retour est impossible ;
une fausse promesse. L'apôtre ne
manque pas de le dire : « Si l'homme
n'est pas résuscité, vous aussi vous
n'êtes pas résuscités... » (2). Il se trouve même
une somme de faux chrétiens de
Dieu... ». Pour les hommes du
vingtième siècle, le plus extraordi-
naire, peut-être, est la détermination
que Paul a fait de l'âme et de
ce qu'il faut pour qu'elle se
trouve dans ceux dont la vie se
serait ainsi ravivée « vide », ou
pour reprendre un autre adjectif
par lui employé, « éthérée ». Si tel
est le cas, leur dit-il, eh bien
«... vous êtes encore dans les
péchés ». En termes plus théo-
logiques : vous mourez corps
et âme, point final, car vous
n'êtes pas résuscités, vous n'êtes
pas moins persuadés.

On pourrait soutenir, en forçant
à peine la note, que cette « bonne
nouvelle », ou, si l'on préfère, ce
« message », ne fut pour ainsi dire
jamais reçu pour ce qu'il est dans
l'Occident chrétien, sauf par quel-
ques saints et une petite minorité
de croyants. Poser d'emblée le pro-
blème de l'existence de la personne
humaine au-delà de la mort sous sa

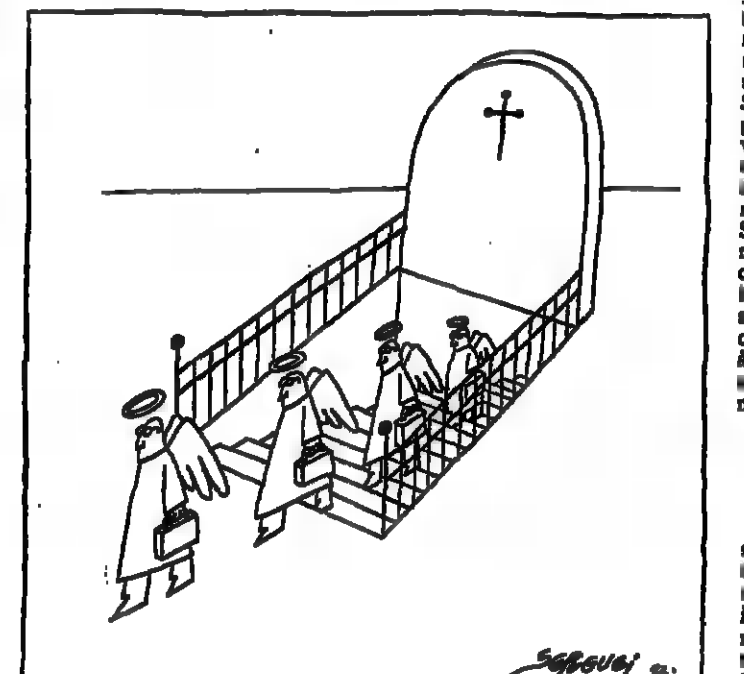
d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné,
jeudi 16 avril, la remise sous mandat
de dépôt d'Alain Verando, l'assassin
présenté du boucher de Germaine
Lesclapart. Blessé par chevrotines puis
achevé à coups de crosse de fusil,
Pierre Lesclapart avait été retrouvé
mort le 17 août 1991 au bord d'un
chemin, dans l'arrière-pays de Mon-
teton. Inculpé d'assassinat le 10 décem-
bre 1991 à la suite d'une expertise
relevant sur ses mains des traces de
résidus poudreux identiques à ceux
découverts sur le corps de la victime,
Alain Verando avait été remis en
liberté le 19 mars.

le Jugement dernier n'était
pour demain !
« L'âme ainsi entendue, in-
siste beaucoup moins. Avant
d'être un objet de révision, c'est
un fait de communication : ce qui
durait des siècles a paru une ver-
sion plus croyable de l'immortalité
perdue au force de persuasion. La
métaphore de l'âme « qui monte au
ciel » n'arrive plus à faire passer au
niveau plan la réalité qui est l'en-
sevelissement six pieds sous terre.
Ainsi l'âme produite une révolution
en sens étymologique : le
terme : il est pratiquement
impossible, même (surtout ?) pour
un croyant, de parler de l'âme !
Après la mort de l'âme, reste au
chrétien à s'identifier avec la plus
indéchiffrable énigme jamais pro-
posée à l'esprit de l'homme, la plus

la poésie comme dans l'amour
humain. » Vocabulaire compris,
notre « âme » renoue avec la philo-
sophie dualiste. Il omet toutefois
de préciser beaucoup de
choses à ce sujet. Les « crimes »
qu'il parle plus haut, l'homme
les commet-il en tant que membre
de la « biosphère » (« règne ani-
mal ») ou en tant que sujet du
« royaume des idées » ? A défaut
d'une unité de l'être, il est urgent
de savoir s'il s'agit de dominer
l'animal ou de filtrer les idées.

Dieu
et la chimie

Une vision infiniment plus
synthétique de l'homme qui se
trouve de l'ancien et du Nouveau
Testament. Transposée dans notre



interprétation des promesses, le
monde imaginaire et lointain que
la plupart des hommes, par-
ticulièrement les croyants, ont du mal à
se sentir concernés par elle, voire à
la prendre au sérieux. Inversement,
des athées, à cause du carac-
tère indéterminé du dogme, se
sentent en être inspirés ; comme on
demande à Jorge Luis Borges s'il
croit à une survie, il répondit en
substance : peut-être, comme une
lointaine possibilité. Mais, fût-ce
pour, ou de savoir, nourrir leur
foie espérance au yeux du monde,
les fidèles devront rendre les armes
devant la cri poussée par Jacques
Monod dans son admirable livre,
« Hasard et la Nécessité » (5) : «... il
faut bien que l'Homme enfin se
réveille de son rêve millénaire pour
revenir à la totale solitude, une
étrange solitude. Il est malade
d'être seul, comme un Tzigane, il est
en marge de l'Univers et il doit
s'efforcer d'être sourd à la musique,
indifférent à ses espoirs comme à
ses souffrances et à ses crimes ».

Autant importants que ce passage
désespéré est la fière conclusion
que Monod tirait de la prise de
conscience par l'homme, à travers
la science, de sa condition limitée.
La règle de conduite, elle ne peut
lui être imposée que par la rigueur
imposée par la recherche de la
vérité scientifique. « Dans
l'homme, écrit-il, l'éthique de la
connaissance » voit l'animal,
son plus proche parent, et se
distingue par son étrange, même
l'être qui, appartenant simultané-
ment à deux règnes, la biosphère, et
le royaume des idées, est à la fois
animal et esprit par ce dualisme
dualiste qui s'exprime dans l'art

L'idée de la résurrection, c'est la
synthèse de l'être poussée jusqu'à
son point d'achèvement, l'achève-
ment, l'unicité : « Si l'homme est
un être animal, il y a aussi un corps
spirituel » (6). Par certains traits
tours, l'homme animal est comparable
comme mieux rendu par l'expres-
sion « être psychique ». Quant à l'âme
prit, il n'est à la limite pas besoin
de l'affirmer théologiquement, particu-
lièrement pour en reconnaître l'existence.
N'est-ce pas ce que l'âme est l'âme
philosophe agnostique en favo-
quant le « royaume des idées » ?

Qu'on ne comprenne pas : ce
n'est qu'en vertu d'analogies trom-
peuses et indignes de leur intérêt
que l'on pourrait découvrir, dans
les théories modernes de la physi-
que, de la biologie moléculaire, de
l'électronique, etc., des éléments
permettant d'entrevoir la possibi-
lité d'une résurrection des morts.
Le serait, après avoir

fert d'une science idéologique, de
cultiver une science superstitieuse !
La seule question qu'on puisse
avancer pourrait se formuler à peu
près en ces termes (non scientifi-
ques) : «... que cette hypothèse,
démontre au regard de
nos catégories mentales, paraît
encore plus folle aujourd'hui qu'il
y a deux mille ans, voire deux
mille sept cents et deux mille six
cent cinquante quand le prophète Esaié,
puis le prophète Ezéchiel, firent
allusion ? En fait, cela revient à se
demander s'il serait plus ou moins
difficile à des hommes de notre
temps qu'à des hommes d'un
reculé (mais nullement barbare, au
contraire) d'imaginer quelque chose
à l'égard duquel ils pourraient se
représenter, au vagement, une
telle opération.

Transporté au milieu d'une val-
lée pleine d'ossements, Ezéchiel
sommé par le Seigneur (7) de dire
à ces ossements : «... vous pouvez
revivre. C'est moi qui le sais »,
répondit. Qui pourra faire
une réponse mieux appropriée au
Seigneur au prophète de
prononcer l'oracle qu'il va faire
venir un souffle sur les ossements,
à l'égard desquels ils pourraient se
représenter, au vagement, une
telle opération.

«Même vos cheveux
sont comptés»

Il est tentateur de mettre en
scène sa merveille que la bio-
métrie, un réel l'existence d'un
généralisme des hommes non plus
infimes particularités - en fait, qui
membres de l'espèce humaine et en
un individu - sont les mêmes.
Peut-être à cette occasion ferait-il
entendre en voix off l'évangéliste
Jean (8) récitant les paroles de
Jésus : «... n'est-ce pas que je ne
sais pas ce que je ne sais pas que
je ne sais pas... Mais vos cheveux
sont comptés... » Chaque homme et
chaque femme, dans ce qu'ils ont
de plus personnel, sont irrempla-
çables. Dieu les a créés à son
image » (9). Comment un pas
conservé dans la mémoire une image
qui sera nécessaire à Dieu cinéaste
n'aurait pas à Dieu l'attention
d'aller chercher les empreintes
police pour retrouver les
empreintes génétiques des
humains. En mobilisant, quand les
temps seront accomplis, une
immense énergie au service de
l'amour qu'il a gardé pour les êtres
qui vécurent sur cette terre, il les
sauvera. Dieu accomplirait ce
prophète non pas tout à fait à partir
du néant, ce qui serait contraire à
une loi fondamentale du monde
physique formulée depuis au moins
le poète Lucrèce, mais en réacti-
vant le passé qu'il n'a jamais perdu.
Toute la mémoire du monde,
depuis qu'il existe, ne pourrait-elle
pas servir dans un point immaté-
riel ? Fin de la représentation.

PAUL FABRA

- (1) Première épître aux Corinthiens
(1 Co) chapitre 15, verset 13.
- (2) 1 Co, 6, 15.
- (3) 1 Co, 17, 23.
- (4) Matthieu 8, 22.
- (5) Jacques Monod, Le Hasard et la
Nécessité, 1970. Le Seuil, Paris.
- (6) 1 Co 15, 58.
- (7) Ezéchiel, chap. 37.
- (8) Saint Luc 12, 11 et suiv. On
peut lire aussi Luc 12, 11 et suiv.
- (9) 1 Co 15, 27.

Les chemins de croix du Vendredi saint à Paris

« Jésus dérange... »

« Jésus dérange, il dérange l'or-
dre public, il dérange les
riches... ». Au rond-point des
Champs-Élysées, vendredi 17 avril
à Paris, quelques milliers de per-
sonnes attendent le signal du
départ du chemin de croix qui va
les conduire à l'église Saint-Pierre
de Chaillot dans le 16^e arrondisse-
ment, en passant, avenue Mon-
teignie, devant quelques-unes des
boutiques les plus luxueuses de la
capitale. Encadrés par des che-
valiers de l'Ordre de Malte, sous le
regard étonné des passants, ces
fidèles, en majorité des jeunes,
avaient été rassemblés notam-
ment par la communauté charita-
ble de l'Emmanuel et Jean
Vanier, fondateur de l'Arche, une
association d'aide aux handicapés.

ÉDUCATION

Souhaitant « crever l'abcès »

Le recteur de Paris prêt à « tirer toutes les conséquences »
du rapport sur ses services

M^{me} Michèle Gendreau-Massalon,
recteur de l'Université de Paris, a
réagi à la publication de nos
colonnes du rapport de l'inspection
générale de l'éducation et de l'inspec-
tion de l'administration de l'éduca-
tion nationale sur la situation
« tragique » des services du matériel
de Paris, et en particulier du service
des traitements (Le Monde du
16 avril). Dans une interview au
journal Libération (18-19 avril),
elle souligne que cette situation était
« catastrophique » et que ce rapport
avait été commandé « pour crever
l'abcès ». M^{me} Gendreau-Massalon
précise, d'une part, que le service

de rémunération des instituteurs a
fait l'objet, depuis le début de l'an-
née, de mesures particulières pour
tenter de résoudre la situation :
croquis en personnel renforcés,
« inventaire systématique des retards
et des anomalies », réorganisation et
classement « rationnel » des dossiers.
« Les effets sont déjà perceptibles »,
souligne le recteur. « Je ne peux pas
vous dire qu'il y a une certitude de
redresser complètement la situation »,
ajoute-t-elle cependant. Enfin, elle se
déclare prête à « tirer toutes les consé-
quences » du rapport définitif qui est
en préparation sur l'ensemble des
services du recteur.

ÉCONOMIE

BILLET

Faible croissance du PIB au premier trimestre

La course à la CEE

Deux ans après l'effondrement du COMECON, de nouveaux espaces commerciaux naissent à l'Est. Vendredi 17 avril, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont annoncé la création, avant le 1^{er} juillet, d'une zone de libre-échange appelée « Comité de coopération de l'Europe centrale ». Cette nouvelle devrait réjouir la CEE et les États-Unis, qui souhaitent voir renouer les liens entre des États contraints de coopérer entre eux pendant quatre décennies de régimes communistes. La revitalisation du commerce à l'intérieur de l'Europe centrale, qui stimulerait sans nul doute l'activité de ces pays frappés par la récession, a fait l'objet de nombreuses propositions. Ainsi, les pays les plus développés, qui sont aussi parmi les plus pauvres en énergie, achèteraient à l'ex-URSS du pétrole, du gaz et des matières premières, et vendraient les biens manufacturés qui manquent cruellement aujourd'hui à Moscou et dans les autres Républiques. Les pays occidentaux avaient même suggéré qu'ils pourraient assurer l'équilibre financier de ces échanges, tout comme le faisait l'Union européenne des paiements du temps du plan Marshall. Selon un autre projet, l'Ouest achèterait des produits à l'Europe centrale pour les réexporter, sous forme d'aide, à l'ancienne URSS. Or, au lieu de ce schéma ambitieux, c'est pour l'instant une simple abolition - sur une période de dix ans - des barrières douanières entre trois pays qui voit le jour. Comment l'expliquer ? D'une part, l'ancienne Europe socialiste ne tient pas actuellement à renouer les liens qu'elle a réussi à briser il y a deux ans, même si les nouvelles attaches promettent d'être bien plus fructueuses. Chaque État se soucie avant tout de ses relations commerciales avec l'Ouest et n'a pas forcément confiance dans la stabilité des marchés de ses voisins. D'autre part, du côté des Occidentaux, on reconnaît que l'effondrement du communisme a ouvert des marchés à l'Est. La reconstitution d'une zone commerciale pourrait se révéler coûteuse et priver les exportateurs d'Europe de l'Ouest et des États-Unis de leurs débouchés tout nouveaux. Point, donc, de grand schéma ambitieux. La nouvelle zone de libre-échange relève surtout d'une stratégie politique commune entre trois États qui ont tous, en décembre dernier, signé des accords d'association avec la CEE et qui espèrent bien adhérer formellement à la Communauté. Dans leurs déclarations de vendredi, les ministres hongrois, tchécoslovaques et polonais ont tous rappelé que l'adhésion à la CEE est leur objectif premier.

FRANÇOISE LAZARE

• Nouvelle grève des dockers les 18 et 19 avril. - La Fédération nationale des ports et docks COT a appelé les dockers à faire à nouveau grève les samedi 18 et dimanche 19 avril. Il s'agit du vingt-sixième arrêt de travail depuis octobre. « Cette action est une riposte immédiate à la décision prise par le conseil des ministres le 15 avril, qui a adopté le projet de loi sur la réforme de la maintenance », indique la fédération. « Ce projet doit être retiré du gèle afin de permettre une négociation nationale », ajoute l'organisation syndicale.

M. Alan Greenspan préoccupé par la modération de la reprise aux États-Unis

A quelques jours de la réunion du Groupe des sept principaux pays industriels (G7), qui doit avoir lieu dimanche 26 avril à Washington, les déclarations en faveur de la relance économique se multiplient. Après la forte augmentation des dépenses publiques intervenue en Grande-Bretagne et l'appel à la relance européenne exprimé jeudi 16 avril par M. Bérégovoy (le Monde du 18 avril), le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est inquiété, lors d'un voyage en Grande-Bretagne, de la faiblesse de la croissance au sein du G7. M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, s'est pour sa part déclaré peu satisfait du niveau de l'activité aux États-Unis.

NEW-YORK

de notre correspondant

Wall Street s'envole mais la Réserve fédérale fait la moue. A l'issue d'une semaine étonnante en raison du vendredi saint, le New York Stock Exchange a gagné 3,4 % en quatre séances, celle du 16 avril marquant un nouveau record - le troisième consécutif - de l'indice Dow Jones, qui a clos à 3 366,50 points sous l'effet d'un courant d'optimisme motivé par les bénéfices en hausse pour l'exercice 1991 annoncés par de nombreuses entreprises du secteur industriel et des services. Pourtant M. Alan Greenspan continue à faire montre d'une grande prudence. « Je

ne pense pas qu'un taux de croissance réelle de 2 %, qui est ce que nous constatons actuellement, soit suffisant pour réduire le chômage », a indiqué le 17 avril le président de la « Fed » lors de son audition par la commission bancaire du Sénat.

A cette occasion, M. Greenspan a indiqué que le taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) avait progressé de 2 % en taux annuel au cours des trois premiers mois de l'année, après une augmentation de 0,4 % au cours du quatrième trimestre 1991. M. Greenspan a toutefois constaté la bonne tenue de plusieurs indicateurs économiques, le dernier en date étant l'annonce, le 17 avril, d'une augmentation de 6,4 % des constructions de maisons neuves et d'appartements au mois de mars, ce qui constitue la quatrième progression mensuelle de cet indice, relève le département du commerce qui publie cette information.

Les propos très mesurés du président de la Réserve fédérale quant à l'absence de vigueur de la reprise économique ont été interprétés par certains commentateurs comme le signal d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux États-Unis. En décembre dernier, la banque centrale avait ramené le taux d'escompte à 3,75 %, son plus bas niveau depuis près de vingt ans. Plus récemment, le 9 avril dernier, la banque centrale

avait réduit d'un quart de point les taux des fonds fédéraux (l'équivalent du loyer de l'argent entre banques) pour les fixer à ce même taux de 3,75 %. La baisse du coût de l'argent continue à se répercuter dans l'ensemble du système financier. Après les taux des prêts hypothécaires, c'est au tour des taux pratiqués par les détenteurs de cartes de crédit, le véhicule essentiel de la consommation aux États-Unis, de baisser.

Citibank, le plus grand émetteur de cartes Visa et Mastercard, a donné le coup d'envoi en annonçant le 16 avril une réduction de 19,8 % à 15,9 % des taux pratiqués sur les cartes « classiques » Visa et Mastercard, tandis que les taux des cartes « privilégiées » seront ramenés de 16,8 % à 13,9 %. En février dernier, American Express avait déjà réduit les taux applicables à sa carte Optimale, il est vrai, éprouvait quelques difficultés à trouver preneur. Dans un premier temps, Citibank a déterminé certains critères (durée de détention de la carte, montant des transactions) qui donneront droit à ces taux minorés dont vont bénéficier environ neuf millions de porteurs de ces deux cartes affiliées à Citibank, soit le tiers de l'ensemble des détenteurs de cartes Visa et Mastercard.

S. M.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Mises en chantier : + 6,4 % en mars. - Pour le quatrième mois consécutif, les mises en chantier de logements ont fortement augmenté aux États-Unis en mars. La hausse de 6,4 % enregistrée le mois dernier fait suite à celle de 8,7 % du mois de février et confirme la très nette reprise de l'immobilier aux États-Unis, surtout dans le sud et dans l'ouest du pays.

Les suites de l'affaire Parretti

Le Crédit lyonnais annulerait près de la moitié de la dette de la MGM

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le quotidien néerlandais NRC Handelsblad affirme, dans son édition du vendredi 17 avril, que le Crédit lyonnais va reprendre la part de l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti dans la Metro Goldwyn Mayer (98,5 %). L'opération sera financée par l'annulation de la moitié environ des prêts consentis par la filiale de Rotterdam de la banque (CLBN) à M. Parretti, qui se montent au total à 888 millions de dollars. Ce montant avait été révélé par le PDG du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, l'été dernier, après que le Crédit lyonnais eût décidé de couper les ponts avec un partenaire aussi coûteux tant en argent qu'en image.

A coups de procédures judiciaires aux États-Unis et aux Pays-Bas, la banque française a réussi, ces derniers mois, à éloigner l'homme d'affaires italien de la direction de plusieurs sociétés-clés de son empire et s'est fait attribuer les droits de vote qu'il détenait, notamment dans la MGM. C'est dans cette stratégie de réduction totale que s'inscrit la volonté du Crédit lyonnais d'acquiescer à la propriété des actions de M. Parretti dans la MGM, en vertu du mandat de vente qu'elle l'avait contraint à lui confier il y a environ

un an, au moment où le torchon commençait à brûler. Le nouveau mandat du fait que la banque française semble prête à exercer ce mandat à son propre bénéfice, non sans annuler, selon le journal néerlandais, 400 millions de dollars de dettes. Il est vrai que la MGM est difficilement vendable : la major de Los Angeles a annoncé, cette semaine, une perte de 347 millions de dollars pour l'exercice 1991. En tirant un trait sur près de la moitié de sa dette, le Crédit lyonnais essaie de sauver les meubles.

Cet épisode du feuilleton Parretti-Crédit lyonnais survient quelques jours après l'ouverture d'une enquête sénatoriale sur la gestion de la banque publique à l'égard de M. Parretti. Il précède de deux semaines l'assemblée générale du CLBN. Au cours de cette réunion, le 4 mai à Rotterdam, il sera pourvu au remplacement de M. Jean-Yves Haberer en tant que membre du conseil d'administration du CLBN. Mais le président en exercice du Crédit lyonnais n'oubliera pas de siffler sa filiale néerlandaise, dont il a dit, sous la pression des autorités hollandaises aux Pays-Bas, se porter garant au cours des deux derniers exercices, pour une somme comprise entre 10 et 15 millions de francs.

CHRISTIAN CHARTIER

Une étude de l'INSEE

Les Français dépensent moins de 34 francs par jour pour se nourrir

Chaque Français dépensait en moyenne 33,90 francs par jour pour se nourrir en 1989 (soit 12 380 francs sur l'année), dont 6,30 francs pour prendre ses repas à l'extérieur (2,8 repas par personne et par semaine contre 1,9 en 1969), selon le dernier numéro d'INSEE première sur « 20 ans de consommation alimentaire : 1969-1989 ».

En vingt ans, le budget alimentaire de nos concitoyens s'est allégé, dans tous les sens du terme : d'une part, il ne représente plus que 21 % du budget total des ménages contre 30 % auparavant ; d'autre part, la consommation de corps gras, de pain et de vin a baissé. En vingt-cinq ans, les Français ont quasiment divisé par deux la quantité de pain qu'ils mangent : moins d'une demi-baguette

par jour aujourd'hui (121 grammes) et 100 grammes de beurre par semaine (- 37,5 %). Ils ne boivent plus que 21 litres de vin ordinaire par an, soit moins d'un demi-litre par semaine (400 cl), à comparer avec les 72,5 litres d'eau (minérale) absorbés chaque année, ce qui représente moins d'une bouteille par semaine.

Finalement, de l'image d'Épinal du Français, bérot sur la tête, baguette sous le bras et litron dans un filet, il ne reste plus que le camembert : 16,9 kilos de fromage consommés en 1989 (+ 62,5 % en vingt-cinq ans), ce qui représente 70 camemberts par an, soit près d'un et demi par semaine, à condition bien sûr qu'il n'égale le roquefort, le gruyère ou le cantal.

D'autant que, contrairement à une idée largement répandue selon

laquelle les habitudes alimentaires des Français s'homogénéisent, le contenu de leurs assiettes reste sociologiquement très marqué. A titre d'exemple, les agriculteurs restent les plus gros consommateurs de pain (60 kilos par personne et par an contre une moyenne nationale de 44,3 kilos), de pommes de terre (46 kilos contre 34,7 en moyenne), même s'ils ont tendance à normaliser leur alimentation. Les ménages où la femme travaille prennent en moyenne un repas de moins chez eux par semaine (11 au lieu de 12) que chez ceux où la femme reste à la maison. Dans ce cas, le repas est plus riche en produits traditionnels, meilleur marché et donc moins onéreux : 14 francs en moyenne contre 16.

F. V.

En Allemagne

« Dollars-bananes » contre « bananes des colonies »

FRANCFORT

de notre correspondant

L'Allemagne ne parle plus que de bananes et de leur prix, qui va augmenter à la suite d'une de ces obscures décisions de la Commission de Bruxelles. « Les citoyens grognent déjà contre le traité de Maastricht, qui va faire disparaître le deutsche mark », protestent les journaux, unanimement. Ils grognent contre les lourdes contributions allemandes au budget européen, que M. Delors veut encore augmenter... et voici que la Commission menace notre régime alimentaire ! Trop, c'est trop. Le ton n'est pas à la plaisanterie.

L'objet du litige est simple. Afin d'harmoniser le marché européen de la banane, la Commission européenne propose d'imposer des quotas d'importations sur les bananes ne provenant pas de la CEE et d'y appliquer une taxe d'importation de 20 % (le Monde du 11 avril). Ce choix a été fait, remarque-t-on outre-Rhin, sous la pression des Français, des Espagnols et, dans une moindre mesure, des Portugais, qui font venir les fruits de leurs « colonies des Caraïbes ». L'arbitrage, qui semble avoir été délicat, permettra selon Bruxelles d'obtenir un marché unique européen, un prix unique et de favoriser les ventes des produits « internes » de la CEE, de la Martinique, de la Guadeloupe et des Canaries. En outre, il s'agit aussi, dans le cadre des négociations du GATT, de montrer les dents aux pays du Sud et aux Américains pour leur faire comprendre que la Communauté sait être ferme.

Seulement voilà : les Allemands sont les plus gros consommateurs européens de ce fruit. Chaque habitant en avale 15 kilos par an, deux fois plus qu'un Français. Son prix

est de première importance pour la ménagère, juste derrière celui du pain et celui de la bière. Or, en ce moment, les prix grimpent déjà beaucoup. Si celui de la banane glisse aussi...

Cet engagement bananier repose sur un privilège économique né en 1957. A cette date, le chancelier Adenauer a accordé un monopole d'importation sans droit de douane à deux groupes américains, qui se fournissent au Costa-Rica, en Equateur ou en Colombie. Le marché agricole commun n'y a rien fait : les Allemands importent toujours ce qu'ils appellent leurs « dollars-bananes » (1,3 million de tonnes par an) à un prix - celui du marché mondial - nettement inférieur à celui payé par les Français aux planteurs martiniquais. La différence atteindrait parfois 40 %.

On a eu beau expliquer que la banane tigrée des Caraïbes a bien meilleur goût, la probable hausse du prix suffit à soulever de vives critiques. Il s'agit « d'un coup porté aux consommateurs allemands et aux pays en voie de développement », s'est écrié M. Ignaz Kiechle, ministre de la consommation. Pour aider les pays pauvres, mieux vaut le « dollar-banane » que la « banane des colonies », argumentent les éditeurs.

Le projet de la Commission doit encore être approuvé par le conseil des ministres des Douze avant d'entrer en vigueur. Il devra ensuite échapper aux recours probables auprès du GATT. Bataille que l'on dit bien difficile. Reste que le choix de Bruxelles provoque un tollé chez les consommateurs, qui envisagent très mal qu'on les force à changer de régime.

ÉRIC LE BOUCHER

Pour faire face à la crise de la publicité

Le groupe Express doit réaliser 18 millions de francs d'économies

Comme de nombreux journaux, l'Express subit de plein fouet la crise de la publicité. Au cours des premiers mois de 1992, ses recettes de publicité commerciale ont baissé de 11 % par rapport au premier trimestre 1991, et les annonces classées (offres d'emploi surtout) d'environ 18 %. Le chiffre d'affaires du groupe, qui était supérieur à 1 milliard de francs en 1990, a régressé d'environ 100 millions l'an dernier et devrait connaître une baisse du même ordre cette année.

Le nouveau PDG du groupe Express, M^{me} Françoise Sampermann, a donc réuni l'ensemble du personnel, jeudi 17 avril, afin de lui annoncer l'arrêt de la revue *Bénédictine* (le Monde du 18 avril) et la cure d'austérité qui l'attendait. Le nouveau PDG, dont c'était la première prise de contact avec l'ensemble des salariés du groupe, a indiqué que 1992 devrait se traduire par des économies globales de 18 millions de francs (la moitié assumée par la rédaction, l'autre par l'administration et le service publicité) obtenues par des réductions de frais généraux.

Évoquant une « nécessaire optimisation » et tout en délivrant un avis factuel pour la bonne tenue rédactionnelle de l'Express et pour ses chiffres

de vente, M^{me} Sampermann a indiqué que « l'outil devait s'adapter à un marché en récession » et a évoqué la possibilité de recourir à des licenciements. « Quand on est malin, on travaille mieux et pour moins cher », a-t-elle affirmé. Bouteuse ? Cette phrase a néanmoins été prise au pied de la lettre par certains salariés. La société des rédacteurs a demandé à rencontrer M^{me} Sampermann.

Y.-M. L.

A l'occasion d'une redistribution du capital

TV 8 Mont-Blanc devient le principal actionnaire de Télé-Lyon-Métropole

LYON

de notre bureau régional

Un regroupement va intervenir entre deux expériences françaises de télévision locale. Le capital social de la chaîne Télé-Lyon-Métropole (TLM), qui doit être très largement redistribué, permettra à Lucie S.A., premier actionnaire de la chaîne savoyarde TV 8 Mont-Blanc, de devenir le principal actionnaire (33,5 % du capital) et l'opérateur de son homologue lyonnaise. La Compagnie générale des eaux réduit sa participation (24,8 % contre 39,9 %), de même que le quotidien lyonnais *Le Progrès*, du groupe Hersant (21,2 % contre 39,6 %).

Le *Progrès* est à l'origine de la venue des dirigeants de TV 8 Mont-Blanc. En droit, cette volonté d'ouvrir la porte à « 8 Mont-Blanc » s'est d'abord heurtée à l'autorité du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui a empêché la transaction entre le *Progrès* et Lucie S.A. après une audience tenue mardi 7 avril. Un projet de relance de la chaîne,

émanant du directeur animé par M. Freddy Thomelin, a été rejeté, faute de précisions chiffrées. Il avait le soutien du personnel, favorable à une solution de continuité de la grille, avec un recours accru au « parainage ». Les actionnaires ont pris quelques engagements sur « le projet d'entreprise, fondé sur la qualité de l'information, le développement du programme local et la recherche de l'équilibre financier », attendu pour la fin de 1993, avec un budget de fonctionnement de l'ordre de 24 millions de francs.

La régie publicitaire de TLM ne sera plus consolidée dans les comptes de la chaîne. Cette décision inquiète le personnel commercial. TLM a perdu, en 1991, 9,7 millions de francs, sur un budget de fonctionnement de 27 millions de francs mais, selon M. Daniel Vennart, directeur régional de la Générale des eaux et président du conseil de surveillance, la répartition du déficit annuel d'exploitation est en cours.

GÉRARD BUÉTAS

[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side.]

15 h 45-18-19-08) 17 h 50.
JUST IN THE DUST (A., v.o.) : Le Basse-
 Loire, 15 (45-37-51-56) 0 h 15.
NAMIAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.) :
 Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68)
 18 h 45.
MARY POPPINS (A., v.o.) : Saint-Lam-
 bert, 15 (45-32-91-68) 18 h 30.
MÉTAL HURLANT (A., v.o.) : Grand
 Pavois, 15 (45-54-46-56) 0 h 30.
NEUF SEMAINES ET DENIE (C., v.o.) :
 Studio Gelande, 5 (43-54-72-71)
 20 h 10.
LE PASSAGER BRANEN (v.o.) : Images
 d'ailleurs, 5 (45-57-18-08) 22 h 30.
PINK LLOYD THE WALL (B., A., v.o.) :
 Grand Pavois, 15 (45-54-46-56) 0 h 30.
POINT DE VUE (C., v.o.) : Grand
 Pavois, 15 (45-54-46-56) 58 h 30.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF?
 (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5
 (45-28-19-08) 21 h 50.
SALOT (A., v.o.) : 120 JOURNÉES
 SODOMITE (C., v.o.) : Cnd Beaubourg,
 3 (43-52-58-38) 22 h 30.
LE TEMPS DES GITANS (Yong., v.o.) :
 Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08)
 20 h 10.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW
 (C., v.o.) : Studio Gelande, 5
 (43-54-72-71) 22 h.
TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (F-
 Bel.) : Le Barry Zebra, 11* (43-57-51-56)
 18 h 15.
TYRABRE SUR JUPITER (Can.) : Chapeau,
 15 (45-32-91-68) 19 h.
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Saint-Lam-
 bert, 15 (45-32-91-68) 18 h 30.
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Desnort,
 14 (43-21-41-01) 17 h 20.
ZIGEN (C. (Ap.), v.o.) : Images d'ailleurs,
 5 (45-57-18-08) 22 h 30.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 AVRIL 1992

PARIS

Sur des œufs

+0,21%
INDICE CAC 40

Après s'être épuisée depuis le début du mois dans des spéculations tour à tour électoralistes, gouvernementales et pour finir japonaises, la Bourse de Paris a décidé de mettre à profit l'approche de la trêve pascale pour s'accorder une pause. Au cours d'une semaine réduite à quatre séances de cotation, les fluctuations sont restées modérées, tout comme les volumes de transactions et les sautes d'humeur des investisseurs. Ces derniers, pour éviter la casse, marchaient sur des œufs.

Il n'empêche, pour la quatrième semaine consécutive, les valeurs françaises terminent sur un gain, cette fois-ci avant tout symbolique, puisque l'indice CAC 40 gagne 0,21 %. Mais cette nouvelle hausse, réalisée en dépit de prises de bénéfices, est le signe de l'optimisme fondamental des boursiers et d'un certain retour à la confiance. Si les signes de reprise économique en France restent timides - selon une note de conjoncture de la Banque de France, la production industrielle était stable en mars, - les résultats des entreprises pour 1991 réservent dans l'ensemble de très bonnes surprises. C'est le cas notamment de titres clés comme l'Oréal, la Société générale, Alcatel-Alsthom et surtout Michelin.

Pourtant, la semaine avait commencé sur une note mitigée. Ayant encore en tête le souvenir des arremois de la Bourse de

Tokyo au cours de la semaine précédente, les investisseurs restaient extrêmement prudents et espéraient devant la chute du Kabuto-cho. Du coup, les échanges étaient limités et l'indice CAC 40 finissait lundi par céder 0,55 %. Le lendemain, la bonne tenue de Wall Street et le redressement de la place nipponne rassuraient quelque peu les opérateurs. Mais l'attention se focalisait sur trois valeurs : l'Oréal, qui annonçait une hausse de 20 % de son résultat opérationnel en 1991 ; Alcatel-Alsthom, dont la prochaine introduction à New-York devenait officielle ; et surtout Michelin, avec des résultats inespérés.

Les pertes du fabricant de pneumatiques sont ainsi tombées à 700 millions de francs en 1991 contre 4,9 milliards de francs en 1990. Les analystes avaient certes anticipé une nette réduction du déficit, mais pas de cette ampleur. Une performance saluée à sa juste valeur par un gain en cotation de 8,84 % de l'action Michelin. Elle avait déjà progressé de 80 % en 1991 et poursuivait ainsi son ascension pour s'ajuster près de 50 % depuis le 1^{er} janvier. Dans ce contexte, l'annonce d'une hausse, jugée peu satisfaisante, de 0,3 % des prix de détail en France au mois de mars passait presque inaperçue. Malgré tout, les difficultés de M. Boris Eltsine avec le Parlement russe et une nouvelle tension sur les taux d'intérêt à court terme en Allemagne pesaient sur la tendance. La journée s'achevait tout de même sur une petite progression de

0,46 %. Mercredi, le marché abandonnait sa retenue et ses inquiétudes pour sauter par une hausse de 0,93 % le quinzème record historique battu par Wall Street et la confirmation du redressement de Tokyo. Plus encore, les investisseurs saluaient les bons résultats des entreprises américaines et françaises. Dans la plupart des cas, les restructurations opérées mettaient les groupes en position idéale pour bénéficier à plein d'une reprise de l'activité. Il semble bien que les analystes financiers aient péché ces derniers mois par excès de pessimisme.

Mise en veilleuse

Cette fois, le volume des transactions se gonfle et la plupart des grands titres étaient en hausse, à deux exceptions près, Euro Disney et Eurotunnel. Les deux grandes valeurs européennes étaient attaquées pour des raisons différentes. Après avoir vu ses cours doubler en deux ans, l'action Euro Disney souffrait du fait accompli, c'est-à-dire de l'ouverture, le 12 avril, du parc de loisirs à Marne-la-Vallée. La spéculation a brutalement cessé et les analystes se montrent maintenant plus réservés sur sa fréquentation. Eurotunnel n'est pas dans la même situation, loin de là. La titre a subi de nombreux dégatements et se retrouve à ses plus bas niveaux de l'année. On évoque, notamment, l'impact de la réduction du 24 avril, une possible nouvelle augmentation de capital.

Jeudi 16 avril, un peu surprise par sa hausse de mercredi et à la veille d'un week-end de quatre jours sans cotation, la Bourse de Paris redevenait prudente. Wall Street avait beau battre un nouveau record, l'indice CAC 40 venait buter sur le seuil des 2 000 points avant de s'effriter pour terminer sur un recul de 0,63 %, à 1 978,21 points. Cette « mise en veilleuse » du marché était seulement troublée par la chute de 6,2 % de l'action Cerus, à la suite de l'annonce de la condamnation de M. Carlo De Benedetti par un tribunal milanais dans l'affaire de la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano.

Toujours du côté des valeurs et dans les suites de la bataille autour de Ferrier, Exor a cédé la moitié de sa participation dans la Compagnie financière de Suez, soit 1 % du capital. Selon des rumeurs, l'acheteur pourrait être le Crédit agricole.

Enfin, la Société des Bourses françaises (SBF) et l'Association française des établissements de crédit (AFEC) ont décidé l'apurement des suspens de négociations boursières au porteur et au nominatif de l'année 1992. Selon la SBF, la procédure mise en place est analogue à celle décidée pour les suspens de l'année 1991. « Ces suspens devront être purgés à l'amiable ou, à défaut, par saisine de la commission paritaire arbitrale entre sociétés de Bourse, et entre sociétés de Bourse et établissements de crédit. »

ÉRIC LESER

NEW-YORK

Encore des records

+3,41%
INDICE DOW JONES

Wall Street est toujours sur un petit nuage et après avoir été un peu perturbé par les accords de faillite de la Bourse de Tokyo, le marché américain a repris sa marche en avant. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé jeudi 16 avril (la Bourse était fermée vendredi) à 3 366,50, en hausse de 111,13 points, soit 3,41 %, par rapport à la semaine dernière.

Il faut dire que la Bourse de New-York a bénéficié d'un cocktail étonnant de nouvelles favorables : à la fois des résultats très satisfaisants d'entreprises américaines au premier trimestre, une politique monétaire accommodante, la stabilisation et même la reprise du marché japonais et pour finir des statistiques économiques rassurantes. Parmi ces dernières, on notait une forte augmentation des ventes des entreprises en février, une hausse de la production industrielle en mars, une chute du déficit commercial en février et un bond des mises en chantier de logements en mars.

Après la publication de bons résultats par des sociétés comme IBM, Merrill Lynch, ATT, Coca-Cola, AMR, Sears, BankAmerica, Bristol-Myers Squibb, Philip Mor-

ris ou Microsoft, les investisseurs se sont concentrés surtout sur les valeurs cycliques qui bénéficient en général de la reprise économique. « Je n'ai jamais vu un marché aussi étroit que celui-ci », a affirmé M. Robert Kahan, analyste chez Montgomery Securities. Dans ce contexte, les analystes tablent en général sur une poursuite de la progression de Wall Street.

Indice Dow Jones du 16 avril : 3 366,50 (c. 3255,36).

	Cours 10 avr.	Cours 16 avr.
Alcoa	68	76 5/8
ATT	41 7/8	43
Boeing	43 3/4	47 1/4
Chase Man. Bank	22 5/8	24 3/8
Eastman Kodak	47 3/8	50 3/8
Exxon	38 3/4	40 3/8
Ford	57 5/8	58 7/8
General Electric	40	42
General Motors	76 5/8	82 1/4
Goodyear	68 5/8	73 1/2
IBM	96	98 5/8
ITT	64 3/8	65 1/2
Mobil Oil	62 1/8	63 3/4
Pfizer	72 3/8	68 3/4
Schlumberger	57 1/4	59 1/2
Tesoro	58 3/4	60 5/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	131 1/4	129 7/8
Union Carbide	24 7/8	26 3/4
United Tech.	54	56
Westinghouse	17 7/8	18
Xerox Corp.	72 1/4	77

TOKYO

Nouveau recul

-1,51%
INDICE NIKKEI

Septième semaine de baisse à la Bourse de Tokyo, où, sur un marché volatil, l'indice Nikkei a terminé, vendredi 17 avril, à 17 580,69, en baisse de 269,37 points, soit un recul de 1,51 % par rapport à la semaine précédente. Le volume moyen, passé de 299,4 millions de titres quotidiens la semaine dernière à 320,3 millions de titres cette semaine.

Le marché Tokyo avait très mal commencé la semaine, avec un plongeon de 3,4 % du Nikkei, lundi, sur des ventes d'arbitrages liées aux marchés à terme. La volatilité du marché, qui avait progressé de 1 251 yens le vendredi précédent, a achevé de miner la confiance des investisseurs, observant, les opérateurs. Mardi, le Nikkei progressait de 1,18 %, essentiellement à cause d'achats sur les marchés à terme car selon un opérateur, « le marché à terme offre aux investisseurs la possibilité de s'accrocher à leurs positions au comptant au lieu de vendre ». Reprise le lendemain, dans la foulée du record de Wall Street, avec

une progression de 2,92 % de l'indice. La journée de jeudi a été marquée par de violentes fluctuations de l'indice, qui, après avoir ouvert en hausse de 234 points, terminait finalement sur un gain de 11 points (0,07 %). Après trois séances consécutives de hausse, vendredi a été le jour des prises de bénéfices. Le Nikkei a terminé en baisse de 2,11 % à 17 580,69 points.

Cela étant, les opérateurs envoient un message volatil au moins jusqu'à la fin de la « golden week » (appelée ainsi en raison des deux jours fériés des 4 et 5 mai). Indices du 17 avril : Nikkei, 17 580,69 (c. 17 850,66) ; Topix, 1 321,41 (c. 1 282,56).

	Cours 10 avr.	Cours 17 avr.
Alcatel	539	510
Brigance	1 130	1 130
Casio	1 320	1 340
Fuji Bank	1 340	1 430
Honda Motor	1 570	1 590
Matsushita Electric	1 320	1 320
Mitsubishi Heavy	960	980
Sony Corp.	4 230	4 190
Toyota Motor	1 400	1 440

En partie responsable du scandale des caisses d'épargne américaines

Charles Keating est condamné à dix ans de prison

NEW-YORK

de notre correspondant

C'est la mine défaite et en s'épongeant nerveusement le front que Charles Keating, ancien responsable et propriétaire de la Lincoln Savings and Loans, a entendu la sentence du tribunal de Los Angeles le condamnant à dix ans de prison et à 250 000 dollars d'amende pour avoir trompé les déposants de caisses d'épargne déclarées en faillite dans le cadre du scandale des Savings and Loans qui a éclaté en 1987 aux États-Unis.

« Je suis impressionné par la loyauté de votre famille », a lancé le président du tribunal, M. Lance A. Ito, à l'adresse de l'accusé, qui comptait une vingtaine de membres de sa famille avec parmi le public. « Mais je suis davantage impressionné par la tragédie des gens qui vous faisaient confiance », a-t-il ajouté.

Le président faisait allusion aux spéculations conduites par de nombreux dirigeants de caisses d'épargne sur les fameux junk bonds, ces obligations à haut risque dont le marché s'est effondré avant de reprendre seulement depuis quelques mois. Dans le cas de la Lincoln Savings and Loans, dont le siège était à Irvine en Californie, le préjudice pour les déposants, parmi lesquels plus de 25 000 personnes âgées très peu au courant des subtilités des placements financiers, avait été évalué à environ 268 millions de dollars.

170 milliards de dollars pour le contribuable

Pour sa défense, l'accusé, aujourd'hui âgé de soixante-huit ans et qui a été conduit en prison dès la sentence prononcée (le juge ayant refusé la liberté provisoire en attendant que soit interjeté appel), a indiqué qu'il n'avait pas volé l'argent de la caisse d'épargne pour en faire bénéficier ses propres intérêts ou ceux de sa famille mais que toutes les sommes qui lui avaient été confiées avaient été investies « dans des briques et dans du mortier », allusion aux placements immobiliers effectués par cette caisse d'épargne.

La faillite de la Lincoln Savings and Loans, prononcée en 1989, a coûté 2,6 milliards de dollars au contribuable américain entre ce que la caisse devait à ses déposants et le montant de ses actifs avant liquidation. Un chiffre qui en fait le scandale le plus important du scandale

des caisses d'épargne, dans lequel la puissance publique a déjà englouti 88 milliards de dollars. Le coût final de ce désastre devrait atteindre 170 milliards, intérêts compris, d'après les derniers calculs, un montant nettement inférieur, toutefois, au chiffre de 500 milliards initialement avancé.

Ce jugement fait suite à l'inculpation de Charles Keating, le 17 décembre dernier, pour dix-sept chefs d'accusation ayant trait à des fraudes boursières commises à la Lincoln Savings and Loans ; il ne constitue pas la fin des ennuis de celui qui a été présenté comme le symbole de ce scandale, illustrant une nouvelle fois les excès financiers des années 80. En août prochain, M. Keating doit répondre, devant une cour criminelle cette fois, de seize chefs d'accusation concernant des opérations frauduleuses assimilées, au regard de la loi, à des activités de racket et qui peuvent lui valoir deux cent quinze années de prison. De son côté, la commission boursière américaine a toujours en cours un procès intenté à M. Keating et à neuf autres inculpés pour délits d'initiales et violations des lois boursières.

SERGE MARTI

□ Banco Ambrosiano : M. Carlo De Benedetti a la « conscience tranquille ». — M. Carlo De Benedetti, condamné, jeudi 16 avril, par un tribunal italien à six ans et quatre mois de prison pour sa participation dans la banqueroute frauduleuse du Banco Ambrosiano (le Monde du 18 avril), a « la conscience totalement tranquille ». Dans un entretien à RTL, vendredi 17 avril, le président du groupe informatique Olivetti et du holding CIR avoue avoir été « beaucoup surpris » par « l'absurdité d'un jugement contradictoire, dix ans après, avec le jugement précédent qui estimait que je n'étais pour rien dans toute cette histoire. (...) Je trouve cela offensant et incroyablement italien », a expliqué M. De Benedetti. Lors d'une conférence de presse, réunie le même jour, M. De Benedetti a ajouté : « Malgré ma profonde amertume, je n'ai pas perdu ma sérénité, qui provient de mon absolue conviction d'avoir toujours agi avec honnêteté, transparence, détermination. » « Il n'y a rien que je ne referais sauf d'entrer dans la banque, a-t-il conclu. Les faits prouveront. »

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Suez	464 900	154 373 690
Saint-Gobain	282 030	159 568 510
Exor	126 250	182 178 900
Exor (Gén. des)	82 600	190 252 050
Total	774 706	196 620 486
Eurotunnel	532 300	200 151 623
Oréal (L)	234 435	201 231 915
Pangloss	294 800	213 821 575
Euro Disney	175 070	243 104 290
ELF-Aquitaine	752 000	284 618 830
LYMHI	85 940	371 986 430
Michelin	2 600 730	465 539 966
Alcatel Alsthom	1 238 470	783 688 910
Suez Paribas	566 300	962 710 225

(*) Du vendredi 10 avril 1992 au jeudi 16 avril 1992 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss. %	Valeurs	Baiss. %
Cédit Lyonnais	+14,3	Capital	-7,1
Michelin	+12,3	Emmentaler	-7,1
Oréal (L)	+10	MMH	-6
Thomson-CSF	+9,2	Aux. Enterprise	-5
Avicenne-Hes	+8,3	Waters et C.	-4,7
Legend	+6,6	CGI-Informat.	-4,4
Suez	+6,6	Soluto	-4,3
CDME	+4,3	Danet	-4,3
Canal	+3,9	Fininvest	-4,2
Mitsubishi	+3,9	Klepierre	-4,2
Erca	+3,9	Majorelle	-4
ELF-Aquitaine	+3,9	Compteur Elec.	-4
Alcatel-Alsthom	+3,9	CGP	-3,8
Fininvest	+3,8	Bail Equipement	-3,8

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	10-4-92	13-4-92	14-4-92	15-4-92	16-4-92
RM	2 871 436	1 673 692	2 773 358	4 015 661	-
Comptant	8 041 838	11 812 914	11 490 419	10 251 130	-
R. et obl.	173 601	111 250	499 351	423 899	-
Total	11 086 875	13 597 856	14 763 128	14 690 690	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	11,7	112,9	113,4	114,2	114
France	113,7	112,9	113,4	114,2	114
Etrangers	102,1	102,7	103,3	104,2	104,10

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	13-4-92	14-4-92	15-4-92	16-4-92	17-4-92
Indice gén.	531,4	531,4	535,9	538,6	-

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1 963,27	1 972,31	1 990,69	1 978,21	-
---------------	----------	----------	----------	----------	---

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10-4-92	Cours 16-4-92
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800
Or fin (100 onces)	60 800	60 800

* Ces chiffres d'or ne sont connus qu'à la semaine hebdomadaire supplémentaire.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Fermeture des places financières le 20 avril

De nombreuses places financières étaient fermées vendredi 17 avril et le seront lundi 20 avril.

Voici la liste des Bourses qui étaient closes le 17 avril : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Madrid, New-York, Paris, Singapour, Stockholm et Zurich.

Le 20 avril, les places suivantes seront fermées : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Milan, Paris, Stockholm et Zurich.

Le Monde L'ÉCONOMIE

MARCHE
Reprise des en

Sucre : le 1